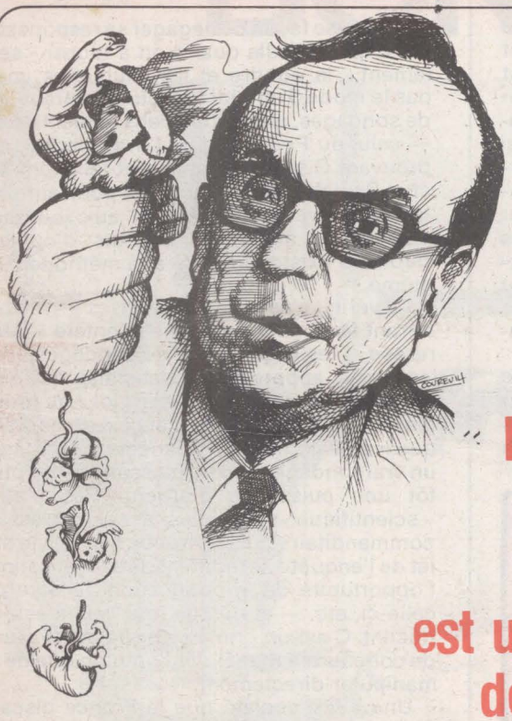
L'unité

N° 171 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 19 au 25 septembre 1975

Portugal : Esc. 37,50



Denise Cacheux (P.s.) : La baisse de la natalité est une forme de grève »

SONDAGITE

La crise, quelle crise ? Il y a au moins un secteur de l'activité nationale qui n'en souffre pas : les instituts dits d'opinion publique. Pas un jour sans que déferle un flot de sondages tous azimuts, où « la France » est supposée dire sa vérité aussi bien sur le cinéma porno que sur l'économie, sur « la violence » ou les seins nus autant que sur la télégénie du président de la République... Pas un hebdomadaire de la « grande presse » qui ne cherche à compenser ainsi ses éventuelles carences rédactionnelles. Désormais, événements ou situations doivent se lire à deux niveaux : en tant que tels — ou du moins tels que les décrit et les analyse l'information — mais aussi tels que les commentent les sondages, auxquels les gros titres de « France-Soir » — ou autres — donnent un formidable impact. A partir de là, les responsables des instituts spécialisés ne peuvent plus jouer la « neutralité » et l'angélisme : leur responsabilité est politique. A plus forte raison lorsqu'ils ne respectent pas leurs propres règles.

Car les sondages dont on nous emplit les oreilles et les yeux depuis quelques semaines ne donnent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, une impression de très grand sérieux. On ne veut pas ici donner dans le scepticisme ricaneur qui est le péché mignon des Français en face

(suite page 2)

ILS SONT EN TRAIN DE TUER LE CHILI



→

des sciences humaines aussi bien que de toute technique nouvelle. Encore faut-il que, lorsque cette technique aspire à devenir science — la « démoscopie », comme disent un peu prématurément certains de ses spécialistes — elle ne cède pas à des impératifs qui n'ont eux, rien de scientifique.

L'absence de sérieux, on la décèle à toutes les étapes traditionnelles (choix de l'échantillon, élaboration du questionnaire, interviews, interprétation des résultats, exploitation) de ces récents sondages. Voyez celui qui a enregistré les réactions à la dernière allocution télévisée de Valéry Giscard d'Estaing : un vrai miracle. Pour établir, divine surprise, que « les Français » l'avaient trouvé « bon » et — belle rapidité d'analyse sur la série multiforme de mesures proposées par le Président ! — jugeaient que le plan Giscard était « efficace », il avait fallu faire dans la hâte : trouver un échantillon à la fois représentatif et disponible « dans la nuit de jeudi à vendredi », réaliser l'enquête dans ces conditions — on n'ose croire que c'était par téléphone — et la dépouiller en quelques heures, vu les délais de fabrication du « Point »... Une hâte qui ressemble fort à de la légèreté et où un institut spécialisé compromet son label.

Ce même exemple soulève, aussi, bien des questions sur l'élaboration du questionnaire, trop simple pour être honnête. Tout le monde sait que la multiplicité des questions et la méthode des « tris croisés » peuvent seules donner des garanties de sérieux sur un sujet un peu complexe. Et que, outre la gamme des réponses proposées, l'ordre du questionnaire, etc., joue de façon déterminante la formulation des questions : l'expérience a prouvé que l'on obtenait des résultats opposés selon que celles-ci parlaient de « police sévère » ou de « police brutale », d'« éviter la grossesse » ou d'« avoir le nombre d'enfants qu'on désire », d'« autoriser » ou de « ne pas interdire »...

Même manque de fiabilité concernant la réalisation de l'enquête « dans la nuit du jeudi au vendredi » : c'est le B.a. Ba du petit sondeur de savoir que les résultats varient en fonction non seulement du niveau culturel ou de l'appartenance socio-professionnelle, mais aussi de facteurs aussi élémentaires que le lieu et l'heure des interviews. Et que celles-ci mettent les « sondés » en situation artificielle : quelle valeur alors accorder à ce sondage sur les otages publié dans le dernier numéro de « l'Express », où « les Français » jugent qu'il vaut mieux tirer que céder — la majorité s'inversant dans l'hypothèse où leurs propres enfants se trouveraient parmi les otages ?

Légèreté enfin dans la phase ultime, celle de l'interprétation et de l'exploitation (sic) des enquêtes d'opinion publique. Là, le problème bascule, car le sondage échappe des mains des organismes spécialisés pour devenir la propriété du commanditaire, qui a désormais tous les droits — même celui d'étouffer les résultats. Bel alibi pour les sondeurs, qui disent en substance : « Nous livrons à nos clients et les résultats bruts et une analyse, souvent prudente, réalisée par nos soins. Pas plus que ce n'est notre faute qu'ils les publient ou pas — selon qu'ils les jugent ou non favorables à leur thèse — n'est de notre faute la façon dont ils les présentent, avec de gros titres déformants ou des commentaires abusifs ». Bref, le client est roi...

Curieuse façon de dégager sa responsabilité d'un incendie quand on a fourni « seulement » la poudre et les allumettes, mais pas le mode d'emploi ! L'actuel matraquage de sondages, allant tous dans le même sens — celui du Pouvoir et de l'ordre moral, approuvant Giscard d'Estaing et félicitant Michel Poniatowski — pourrait pourtant porter un grave préjudice non aux journaux « abusifs », mais aux instituts d'opinion publique existants, voire à la méthode elle-même.

La vérité, c'est que, entreprises privées et offrant leurs services à une clientèle « intéressée », les organismes de sondages sont les jouets, apparemment satisfaits, des mécanismes capitalistes et de la « loi » du profit maximum. Il n'y a pas d'alibi « démocratique » à ceci : ne peut financer un sondage, un vrai sondage, qu'une puissance — et plutôt une puissance d'argent. Pas d'alibi « scientifique » non plus à ceci : c'est le commanditaire qui détermine à la fois le sujet de l'enquête, le moment de sa réalisation, l'opportunité de la publication, la date de celle-ci, etc. — et rien de tout cela n'est innocent. C'est un crime presque aussi grave, de concourir à manipuler l'opinion que de la manipuler directement.

Une autre société que la France giscardienne pourra décider que les enquêtes d'opinion relèvent d'une fondation publique — universitaire ou non — dotée d'un statut autonome, financée par les deniers publics sans tutelle gouvernementale, démocratiquement administrée, imposant des règles strictes aux utilisateurs. Il n'est pas impossible même que certains des actuels spécialistes des organismes de sondages rêvent d'échapper ainsi aux contraintes mercantiles. Qu'ils commencent alors par cesser de s'y précipiter, de renchérir dans la course aux commanditaires, d'assouplir leurs règles professionnelles aux exigences du client-roi, de donner moins de place dans la pratique que dans la théorie à la grande règle scientifique de la prudence.

Sinon, demain, un sondage sur les sondages — chiche ? — pourrait bien révéler que de plus en plus de Français jugent « pas (ou peu) sérieux » ce qui se veut science, mais qui se pratique commerce.

ANTOINE VIOLET

Sommaire

6 EDITORIAL : DEJOUER LES MANŒUVRES, PAR CLAUDE ESTIER

8 INTERIEUR : L'ELEPHANT CASSE BEAUCOUP, PAR NICOLAS BRIMO

12 DEMOGRAPHIE
DENISE CACHEUX : « LA BAISSE DE LA NATALITE EST UNE FORME DE GREVE, NI PLUS. NI MOINS »

16 CARLOS ALTAMIRANO : « ILS SONT EN TRAIN DE TUER LE CHILI »

20 PORTUGAL : UN DESERT CULTUREL, PAR GERARD DESCOTILS

23 CINEMA : LOIN DES BALALAIKAS, PAR SERGE RICHARD

25 LIVRES : CONFESSION D'UN ENFANT DU DEMI-SIECLE, PAR GEORGES FRAMERIES

31 CAPITALISME : CRISE ACTUELLE, CRISE DU SYSTEME, PAR CHRISTIAN GOUX

32 MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 19) ; Brice (page 7) ; Coureuil (pages 1, 9) ; Dorville (pages 26, 27, 28, 29) ; Hin (page 12) ; Pascal Lebrun (pages 3, 4, 5, 11, 16, 21, 25) ; Chantal Montellier (page 13) ; Norma (page 10) ; Sipa (pages 1, 9, 17) ; Unicité (pages 17, 18, 23) ; Viva (pages 9, 21).

LE 21 SEPTEMBRE
Organisée par la
Fédération de l'Oise
FETE DE
LA ROSE
A Creil, plaine des Jeux

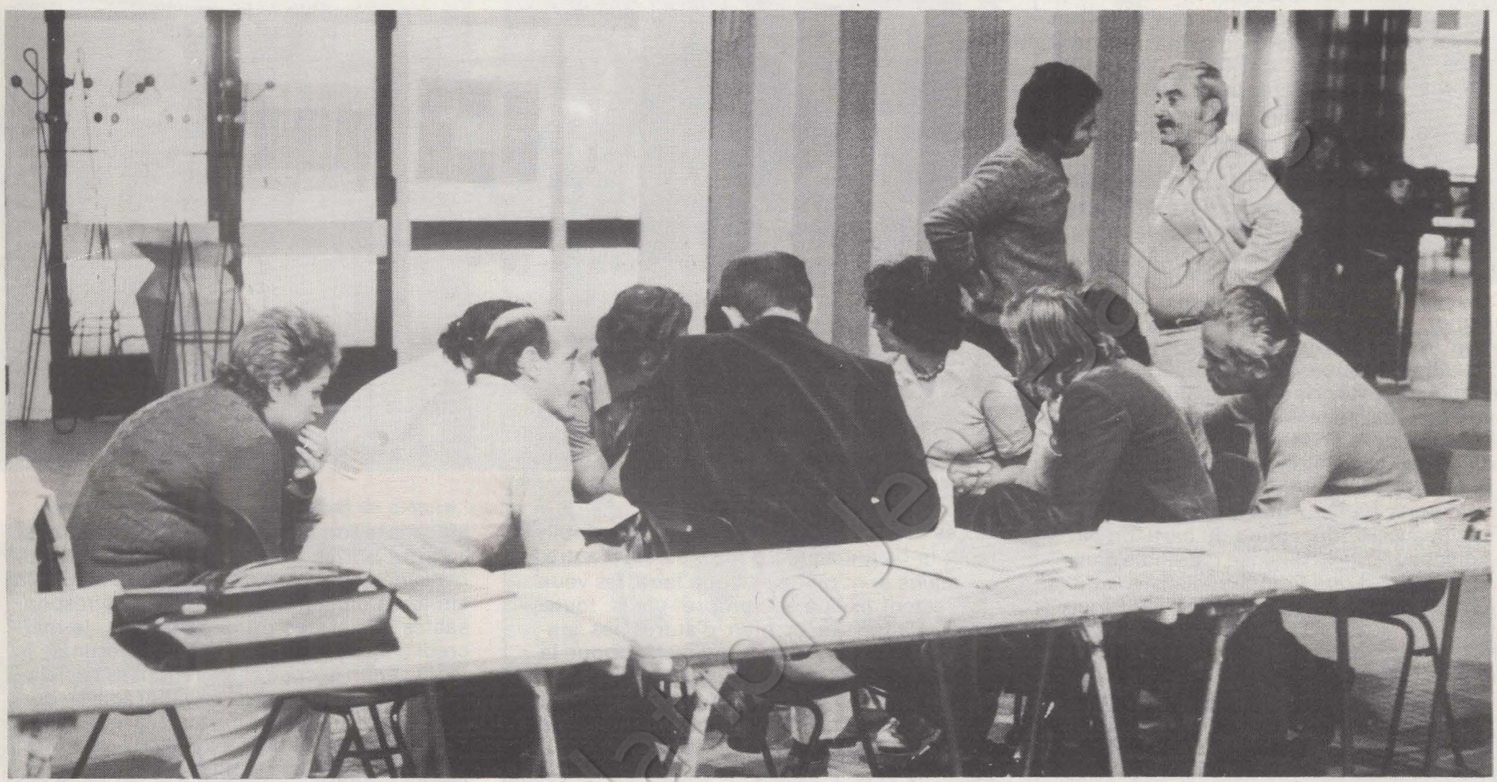
● Grand spectacle de variétés avec Pascal Danel, Germinal, Mathieu, Jean Mauzak, Stephan Reggiani et Francesca Solleville.

● Nombreux stands, restaurants, garderie d'enfants.

AVEC LA PARTICIPATION
DE FRANÇOIS MITTERRAND

Col. Fondation Jean Jaurès

LE PARTI
Formation A
BONNE ECOLE



Travail de groupe au stage de Biscarosse (Landes).

De notre envoyé spécial

En jeans, sandales et chemisette, ces femmes et ces hommes qui, pour la plupart, n'ont pas quarante ans auraient pu aisément passer pour des touristes. D'autant plus qu'en cette deuxième semaine de septembre, à Biscarosse, le soleil était de la partie. Pourtant, s'ils sont venus dans cette station balnéaire des Landes, ce n'est pas pour s'y baigner. Sans doute l'ont-ils fait souvent, en début d'après-midi. Mais sans s'attarder, juste pour s'accorder une bouffée de détente entre deux séances de travail.

En fait, leur présence dans les locaux fort agréables du Village-vacances-familles (V.v.f.) de Biscarosse tenait au déroulement du 3e stage d'été organisé par le secrétariat à la Formation du Parti socialiste. Après le stage du Barcarès sur le thème « Connaissance du capitalisme » et celui de Lourmarin où avait été analysé « l'A.b.c. du militant », le troisième volet abordé à Biscarosse s'intitulait : « Qu'est-ce que le socialisme ? » Si l'on y ajoute le stage d'initiation à l'économie dirigé par Albert Gazier, ces thèmes vastes et complémentaires ont permis d'esquisser les grandes lignes de l'analyse, de la pratique et du projet du P.s.

Pourquoi ces stages et pourquoi ces thèmes ? Le P.s., dont les effectifs ont plus que doublé en quatre ans et dont le tiers des militants a adhéré cette année, a pris conscience de la nécessité de consolider cet acquis et d'atteindre, pour ce faire, une plus grande homogénéité de ses membres, non exclusive de l'existence de différentes tendances en son sein. Ainsi s'explique la priorité accordée à la formation, en particulier depuis le dernier congrès de Pau. Ce souci d'élever la qualité de ses militants, en les aidant à cerner la réalité de leur engagement commun et à élever le niveau du débat interne dans les sections et les fédérations, représente une tâche importante et passionnante, à laquelle Gérard Delfau et Yvette Roudy se consacrent activement. Tâche que ne facilite pas la diversité sinon la disparité des militants, comme on pouvait en juger dès le 8 septembre, première journée du stage de Biscarosse.

Assis dans la grande salle de réunion du V.v.f., derrière des tables disposées en carré, les stagiaires ont dû remplir un questionnaire permettant de les « situer ». Outre leur âge et leur fédération d'origine, il leur fut demandé leur date d'adhésion, leur éventuelle appartenance politique antérieure, leur profession, le syndicat professionnel auquel ils adhéraient et quelles responsabilités ils exerçaient dans le Parti.

Portrait-robot

Grâce à ce sondage, les animateurs du stage et les stagiaires eux-mêmes ont pu rapidement connaître les grandes caractéristiques du groupe. Les 51 inscrits présents dès le premier jour représentaient 23 fédérations. On comptait 15 femmes dans leurs rangs. La moitié à peu près des stagiaires étaient originaires du Sud-Ouest, preuve de l'impact d'un stage sur sa région d'accueil. Les trois quarts d'entre eux ont adhéré depuis 1973. Pour une écrasante majorité (43 participants), ils n'avaient pas 40 ans. On trouvait même un jeune bachelier de Mont-de-Marsan et un lycéen de Laon. A l'inverse, trois ou quatre stagiaires avaient dépassé l'âge de la retraite. Si presque toutes les professions étaient représentées, le faible nombre des ouvriers et des agriculteurs ainsi que l'importance numérique des enseignants (19), évidemment plus disponibles que d'autres à cette période de l'année, ont retenu l'attention des stagiaires.

Les 35 syndiqués se divisaient en 17 membres de la Fen, 8 de la C.f.d.t., 5 de la C.g.t., 1 de F.o., 1 de l'Uncal, 1 du Modef, 1 du C.s.m.f. (médecins) et 1 autonome. Enfin, pour la plus grande satisfaction des organisateurs, 39 stagiaires exerçaient des responsabilités dans le Parti, soit dans des sections, soit au niveau fédéral. Les faibles moyens du secrétariat à la Formation incitent, en effet, ses responsables à donner la priorité pour les stages aux militants chargés de responsabilités ou sur le point d'y accéder, notamment dans le domaine de la formation.

Cet échantillon permet de dégager une sorte de portrait-robot du stagiaire. Homme

→

LE PARTI A BONNE ECOLE



Séance publique avec Michel Rocard.

d'environ 35 ans, adhérent depuis moins de 3 ans, responsable dans sa section, il exerce une activité syndicale et appartient plutôt à une profession intellectuelle.

Comme devait le prouver le déroulement du stage, les besoins exprimés par les stagiaires, conscients de leurs lacunes, n'avaient d'égales que leurs exigences. Celle ci ne se sont jamais relâchées, malgré la densité du travail fourni dès le premier jour.

Après que chacun se fut rapidement présenté lundi matin, Philippe Machefer, professeur d'Histoire à l'université de Nanterre, a développé un exposé sur les grands penseurs du socialisme à travers l'Histoire du mouvement socialiste international. Avant le déjeuner, un rapide débat s'engage pour choisir, sur la base de l'exposé, cinq thèmes de travail en groupe. L'un « fonctionnera » sur l'analyse de la critique, par Blum, des 21 conditions de l'adhésion à la IIIe Internationale, cause de la scission de Tours en 1920. Un autre traitera de la conception du pouvoir et la dictature du prolétariat, un troisième des rapports partis-syndicats, le quatrième réfléchira sur la conception du parti, un autre va débattre de la défense nationale dans la perspective d'une France socialiste, enfin le dernier essaiera d'opposer Marx à Proudhon.

Pendant le déjeuner, les stagiaires répartis en deux grandes tables font un peu connaissance. Le débat amorcé le matin ne s'interrompt pas pour autant. Il ne cessera qu'avec la fin du stage, le samedi 13 septembre à midi. Pour les enfants des stagiaires, dont une dizaine, parfois très jeunes, sont regroupés autour d'une table à part, ces conversations manquent tout à fait d'intérêt. Ils sont plus préoccupés de savoir à quoi l'éducatrice du V.v.f. les occupera pendant l'après-midi.

A 16 h 30, chaque groupe se met au travail. En plus de ceux définis le matin sur la base des différents thèmes, Yvette Roudy anime un groupe d'expression orale. A raison de 8 à 10 stagiaires par jour, elle parviendra à faire s'exprimer chacun devant un magnétoscope. Pour la plupart d'entre eux, c'est une découverte. Yvette Roudy leur en explique le principe. Après avoir décrit les éléments qui composent cet « outil » audio-visuel, elle enchaîne : « L'aisance spontanée n'existe pas. Elle est le fruit d'un travail. Il est important, lorsqu'on doit prendre la parole en public, de préparer son intervention et de dire ce que l'on a à dire sans se laisser interrompre... Il est nécessaire d'élever le niveau des débats dans les sections du Parti. Pour y parvenir, il faut que tout le monde participe au débat. C'est pour favoriser cette participation, indispensable à la qualité des débats et donc à la démocratie, que nous allons travailler au magnétoscope. Cette courte séance permettra de vous sensibiliser à l'intérêt de cette technique. A vous de faire en sorte de pouvoir poursuivre ce travail dans vos fédérations. Les organismes, associations et M.j.c. qui disposent d'un magnétoscope et seraient disposés à vous en faire bénéficier ne manquent pas. »

Les hésitations, le bégaiement, le bafouillage, le balancement d'un pied sur l'autre, les mains dont on ne sait que faire, les yeux qui restent fixés à ses propres pieds, toutes ces maladresses et bien d'autres les stagiaires se sont vus les commettre pour la première fois. Dur et objectif, le magnétoscope leur renvoyait leur propre image. Incontestablement, cette expérience les a beaucoup intéressés.

Sur le terrain

Dans les autres groupes, le travail n'a pas toujours été aussi riche. Certains auront pu déplorer l'absence d'encadrement à ce niveau, comme dans le groupe sur Marx et Proudhon où il est très vite apparu que la connaissance insuffisante du premier s'alliait à une quasi-ignorance du socialisme utopique prôné par le second.

Tandis que ce groupe s'efforçait de faire le tour des questions qu'il convenait de poser ensuite à Machefer, ce dernier travaillait dehors, sous les pins, avec le groupe « défense nationale ».

A 18 heures, tout le monde se retrouvait dans la grande salle pour écouter le rapporteur de chacun des groupes. Machefer eut tout juste le temps de répondre ensuite à leurs questions avant le dîner.

Pendant le repas, l'animation ne faiblit pas une seconde. A ceux qui poursuivaient le débat théorique, on pouvait opposer ceux qui confrontaient leurs expériences de militants. « Dans ma section, dit un militant des Pyrénées-Atlantiques, on fait les trois tiers. Un tiers pour la formation, un tiers pour la propagande, un tiers pour la presse... »

Après dîner, Machefer, parlant des « chemins de l'unité », commentait le livre du même titre publié par Tema-Action. A la différence des exposés du matin, ceux du soir prenaient la forme de forum ouvert au public. Aussi les stagiaires les plus vaillants, parmi lesquels se trouvaient deux jeunes femmes, sont-ils encore allés coller des affiches le soir même, pour avertir la population des autres forums : la femme et le socialisme, le mardi soir, avec Yvette Roudy ; la situation dans les Landes, par des responsables socialistes du département, le mercredi ; le Portugal, par Gilles Martinet, le jeudi ; enfin la crise et les réponses socialistes, par Michel Rocard, le vendredi. Ce dernier forum a connu un succès particulier puisqu'il a rassemblé près de 300 personnes.

Ainsi, un des autres soucis des responsables de la formation est de ne pas couper les groupes de stagiaires de la population. Outre les forums, des actions sur le terrain sont préconisées. Les stagiaires de Lourmarin ont pu, de la sorte, faire de la « dynamisation » au marché de Pertuis. En dehors de leur stand où étaient vendus la presse du P.S., des livres et des tee-shirts, de nombreux échanges ont eu lieu dans tout le marché. Filmés au magnétoscope, ils ont ensuite été visionnés sur place, pour la plus grande joie du public.

On conçoit sans peine que tout cela ne puisse laisser la presse régionale muette. « Le Provençal » et « le Dauphiné libéré » ont consacré de nombreux articles au stage de Lourmarin, qui a également retenu l'attention de Thierry Pfister du « Monde » ; « Sud-Ouest » n'a pu passer celui de Biscarosse sous silence et « l'Indépendant » a consacré le 3 septembre un long article à l'occupation du consulat d'Espagne, à Perpignan, par les stagiaires du Mouvement des Jeunesses socialistes, qu'accompagnaient Edith Cresson et Pierre Estève, conseiller général socialiste des Pyrénées-Orientales

Les militants acquièrent-ils un savoir inébranlable pendant les stages ? Certainement pas et rien n'est plus étranger aux préoccupations de Roudy et Delfau que de dispenser un catéchisme. L'exposé de Jean-Paul Bachy sur les classes sociales, le front de classe et les rapports partis-syndicats, le 9 septembre, a peut-être amené les stagiaires à se poser autant de questions qu'il leur apportait d'éclaircissements. C'est apparu



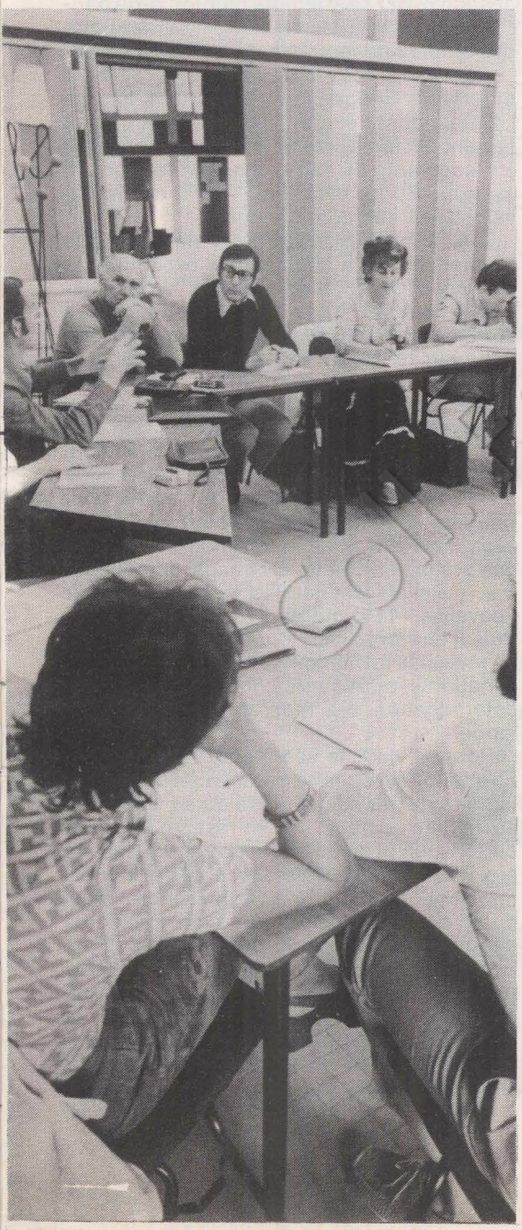
Gérard Delfau animant le débat de clôture.



Déjeuner en commun.



Yvette Roudy pendant une séance de magnétoscope.





Détente sous les pins.

Déjouer les manoeuvres

Au terme du débat sur le prétendu plan économique du gouvernement, Jean-Pierre Fourcade, qui n'a jamais brillé par sa lucidité en politique, a cru découvrir un « événement important » à savoir qu'il n'y avait plus de programme commun.

Cette affirmation pour le moins hâtive a surpris même les journaux les moins bienveillants à l'égard de l'union de la gauche dont la plupart avaient, au contraire, été frappés par la convergence des propositions contenues dans les discours de François Mitterrand et de Georges Marchais. Convergence qui ne résultait pas d'une concertation préalable, mais simplement du fait qu'elles étaient directement inspirées, les unes et les autres, du programme commun de gouvernement.

Cette manie de prendre ses désirs pour des réalités est commune à tous les dirigeants de la majorité. On a pu le vérifier encore mardi à la façon dont ils ont accueilli l'initiative de Robert Fabre s'adressant à Valéry Giscard d'Estaing pour lui demander audience.

On peut désapprouver cette initiative, contester son opportunité — le Bureau exécutif du Parti socialiste s'est exprimé là-dessus mercredi soir — mais il y a une certaine outrance à la présenter, ce qui a été fait notamment à la télévision, comme une première étape du ralliement des radicaux de gauche à la majorité. La manière dont celle-ci se réjouit bruyamment d'avoir marqué un point justifie pleinement ce que disait François Mitterrand la semaine dernière à l'Assemblée Nationale, à savoir que les socialistes n'ont aucune objection de principe à une rencontre entre le président de la République et l'opposition, à condition d'être « juges eux aussi du champ dans lequel s'exerce l'intérêt supérieur du pays, sans jamais permettre à l'opinion de s'y tromper ».

Là est la vraie question. Et lorsque le chef de l'Etat explique à quelques journalistes conviés à sa table qu'il a tout intérêt à réitérer le plus souvent possible des offres de dialogue que l'opposition refuse alors que, dans le même temps il laisse son Premier ministre et son ami Michel Poniatowski multiplier les griefs et les injures à l'égard des dirigeants de la gauche, on est bien en droit de se demander s'il n'y a pas dans tout cela un immense piège, à partir duquel le Pouvoir ne cherche qu'à enfoncer des coins dans l'union de la gauche.

Le Parti socialiste, pour ce qui le concerne, a toujours déjoué les manœuvres en ce sens et il n'entend évidemment pas laisser s'assoupir sa vigilance. La session spéciale de travail et de réflexion que les membres du secrétariat national, assistés des délégués nationaux, tiennent en cette fin de semaine dans l'Oise, vise précisément à renforcer encore la cohésion de la direction du Parti et à déterminer la nature des initiatives qui doivent être prises dans les prochains mois à la fois pour développer la capacité d'action propre du P.s. sur tous les terrains et pour consolider l'union, qui demeure plus que jamais la seule espérance des travailleurs devant l'aggravation d'une crise que le Pouvoir actuel est décidément incapable de surmonter.

CLAUDE ESTIER

La vie d'une femme

Au-delà des éléments complexes et contradictoires qui constituent ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire Claustre et sur lesquels nous avons voulu rester discrets, nous ne pouvons évidemment demeurer silencieux devant la menace de mort qui pèse sur une femme dont l'appel angoissé diffusé par la télévision a légitimement ému l'opinion française.

On connaîtra peut-être plus tard les véritables tenants et aboutissants de cette affaire et la nature réelle de l'activité des époux Claustre au Tchad. Pour l'instant, il s'agit de sauver une vie et peut-être deux. Et la responsabilité en revient d'abord au gouvernement français dont le moins qu'on puisse dire est que, jusqu'ici, son action directe ou indirecte, a manqué d'efficacité. Mme Claustre ne doit pas être l'enjeu d'intérêts obscurs qui la dépassent, mais dont quelques hommes politiques de la majorité doivent parfaitement connaître la signification. Il reste quelques jours pour que soit mis fin au cauchemar de cette femme. Les autres comptes se régleront après.

C.E.

LE PARTI A BONNE ECOLE

→

nettement lorsque, le mercredi matin, ils ont visionné au magnétoscope le film de Gilles Martinet sur les syndicats européens à la conquête des pouvoirs, projeté la veille sur la 1ère chaîne de télévision *(voir le précédent numéro de « l'Unité »)*. Et si les réponses de Martinet, venu le jeudi à Biscarosse, ont clarifié dans leur esprit le sens de l'autogestion, de la planification et de la stratégie du P.s., les stagiaires n'éprouvaient pas pour autant la tranquille certitude des esprits superficiels ou sectaires. Néanmoins, après le forum de Rocard sur la crise et la brillante intervention de Delfau définissant la spécificité du P.s., un chemin non négligeable avait été parcouru en une semaine. L'exposé de Delfau, en particulier, dans sa rigueur marxiste, a mieux permis aux militants de saisir en quoi le P.s., par sa conception du parti, par ses notions de front de classe et d'autogestion et par sa stratégie d'union de la gauche, peut affirmer son identité d'authentique descendant du mouvement ouvrier français.

Au total, si les stagiaires ont pu formuler différentes critiques et suggestions lors de l'évaluation du stage, le samedi matin, tous se sont déclarés satisfaits du travail qui avait été accompli. En fait — comme le leur ont expliqué Roudy et Delfau — pour eux le travail ne fait que commencer.

Aux efforts du secrétariat national à la Formation, qui a multiplié les brochures et les cassettes, qui a produit des livres d'actualité comme « Un an après », qui a sorti un premier dossier formation sur « l'action militante sur le terrain et l'animation des sections et fédérations », à cet effort doit correspondre une prise de conscience par les fédérations de la nécessité de démultiplier les actions de formation. Il semble qu'un trop grand nombre de fédérations aient mal saisi l'importance et l'intérêt politique de cette action. C'est pourquoi, après avoir souligné « l'extraordinaire évolution des stages en 3 ans, à l'image de celle du P.s. ». Delfau félicitait les stagiaires d'avoir « dévalisé » le stand de livres à Biscarosse. Puis il leur précisait : « La volonté politique de réussir la formation ne repose pas que sur le national, mais sur la compréhension et la détermination des fédérations de la développer ».

Pour sa part, le secrétariat national à la Formation ne compte pas s'endormir sur les lauriers de ses stages d'été ou de week-end de l'année écoulée. Il a, en réserve dans ses cartons, un projet d'école de cadres destiné aux Premiers secrétaires fédéraux et aux secrétaires fédéraux à l'Organisation, ainsi qu'un projet concernant un centre national de formation, inscrit dans la motion de Pau. Si ces stages ont bien atteint leur but et si les projets des responsables aboutissent, alors il est permis d'espérer que, selon la formule dialectique de Delfau, « le P.s. réussira le dépassement sans cassure dont dépend son avenir. »

JEAN-LOUP REVERIER

changer la vie politique

MATERNELLES : LE SUCCES D'UN PRINCIPE

Il aura suffi de quelques passes d'armes brèves, mais violentes, entre le ministre de l'Education, René Haby, et le puissant Syndicat national des instituteurs pour amener le ministre à une importante concession.

Mercredi 10 septembre, le Sni, vigoureusement soutenu dès le lendemain par le Parti socialiste, demandait aux institutrices de maternelles de ne pas accepter plus de 35 élèves par classe.

Haby crut alors habile de promettre des sanctions. Oubliant sans doute que le Sni est tout le contraire d'un groupuscule.

Plus avisés que le ministre, d'autres s'en sont rendu compte. Au point de l'amener à se déjuger.

Dès vendredi 12, en effet, dans une lettre au Sni, Haby s'engageait à ouvrir de nouvelles classes là où les effectifs dépasseraient 35 présents, à condition qu'il y ait — évidemment — des locaux disponibles.

Le principe des maternelles à 35 est donc acquis.

Il reste à le faire appliquer, d'une part par la négociation d'un plan d'expansion des maternelles — à quoi Haby s'est engagé — et d'autre part par la solution rapide des problèmes les plus pressants, là où c'est possible, en créant des postes. Et c'est pourquoi le Conseil national du Sni, réuni mardi, n'a que suspendu le mot d'ordre.

Au-delà, le syndicat entend se battre pour la modification du décret du 18 janvier 1887 (qui fixe à 50 le maximum par classe) et pour une gestion différenciée des postes urbains et des postes ruraux (pour éviter la fermeture de classes rurales).

De plus, il est clair que si tous les élèves — même au-delà du 35e, mais en deçà du 40e — ont été acceptés lundi, les institutrices ne compenseront pas — dans la limite de 35 élèves — les départs en cours d'année par de nouvelles inscriptions (il entre des élèves toute l'année en maternelle).

LA NOUVELLE ETAPE PORTUGAISE

Le Portugal est-il enfin sorti de sa longue crise de l'été ? La constitution du sixième gouvernement provisoire dirigé par l'amiral Pinheiro de Azevedo, toujours retardée par de sérieuses difficultés, marquerait en tout cas une nouvelle étape du processus révolutionnaire. Est-ce la victoire des « modérés » sur les extrémistes ? C'est en fait l'action menée par ce gouvernement qui permettra d'en juger, mais il est évident qu'après les divers rebondissements de juillet et d'août le choix n'était plus qu'entre un pouvoir minoritaire coupé des masses, et une formule de compromis réunissant à nouveau les éléments les plus populaires du M.f.a. et les formations politiques les plus représentatives.

Le Parti communiste portugais, qui peut mesurer aujourd'hui l'étendue de son échec, a eu, en fin de compte, la sagesse d'admettre que le possible doit parfois l'emporter sur le souhaitable. Il serait donc prêt à participer au nouveau gouvernement aux côtés des socialistes, qui s'y taillent la part du lion, et des centristes du P.p.d. Ce qui est une façon de reconnaître, cinq mois après, que les élections du 25 avril dernier à l'Assemblée constituante n'étaient pas tout à fait sans valeur.

Le P.s.p. et son secrétaire général Mario Soarès peuvent se montrer satisfaits du programme « d'unité d'action » présenté par l'amiral Azevedo, qui reprend la plupart des points qu'ils avaient eux-mêmes mis en avant, notamment en ce qui concerne le respect de la liberté d'expression et du pluralisme à tous les niveaux. Le retour du major Melo Antunes aux Affaires étrangères est également pour eux une garantie.

Reste à savoir si le nouveau gouvernement, combattu par l'extrême gauche et par les éléments les plus radicalisés de l'armée, aura l'autorité nécessaire pour redresser une situation économique que la longue vacance du pouvoir a laissé se détériorer gravement. Le problème de l'aide économique de l'Europe au Portugal se pose plus que jamais, mais les prétextes que certains pays — dont la France — avaient invoqués pour ajourner cette aide ne peuvent plus, en aucune manière, être mis en avant.

GARE A LA SAFARISATION

C'est pire que les « films-catastrophe ». Créée par le Pouvoir il y a 18 mois après les révélations de plusieurs journaux, dont « l'Unité » (n° 104), sur le projet Safari, la commission Informatique et libertés vient de publier un rapport à faire frémir. « Les menaces majeures nous paraissent être un alourdissement du contrôle social et l'aggravation des rapports inégalitaires... L'informatique, coûteuse et ésotérique, est d'abord au service des puissants... Un usage démocratique est possible, mais il faut le vouloir ; actuellement, ce n'est pas vers ces directions-là qu'incline la pente naturelle des choses »... Ce rapport fait, en creux le portrait d'une France de plus en plus « policière » — qu'il soit présenté par le vice-président du Conseil d'Etat en renforce la portée — et son pessimisme quant à l'avenir immédiat prouve au moins la lucidité de ses auteurs : ils ont, sans le dire, conscience que c'est dans un régime comme celui de Giscard d'Estaing, centralisé, obsédé de police « efficace » et soumis aux puissances d'argent, que la safarisation présente les pires dangers.



SAUVAGNARGUES NE REPOND PLUS

Le 8 septembre, au nom de la Ligue des droits de l'Homme, Henri Noguères écrivait au ministère des Affaires étrangères pour « regretter que le gouvernement français n'ait pas été le premier, se plaçant sur un terrain purement humanitaire, à effectuer une démarche » en faveur des condamnés à mort de Burgos. La lettre est restée sans réponse. Et l'on attend toujours la démarche du gouvernement, alors que, depuis, 5 nouvelles condamnations à mort se sont ajoutées et que 5 autres encore ont été requises mercredi contre des militants du Frap.

BETE ET MECHANT

Le « Comité de soutien à l'armée », simple émanation du Parti des forces nouvelles — c'est-à-dire l'ex-Ordre nouveau — a cru bon de venir occuper, l'autre mercredi, un studio d'Europe 1, où le chanteur Maxime Le Forestier participait à une série d'émissions. Avec à sa tête un certain Joël Dupuy de Méry, le commando a fait son sale petit travail et a fini par obtenir de passer sur l'antenne. Quelques coups ayant été distribués à ceux qui se trouvaient là, Joël Dupuy de Méry, très fier de ces exploits, à cru bon de préciser que les deux gifles envoyées à Maxime Le Forestier étaient « symboliques ». Ce qui change évidemment tout !

L'ELEPHANT CASSE BEAUCOUP...

Intérieur

De Poniatowski, Pompidou disait : « C'est le seul éléphant que je connaisse qui soit capable de se mouvoir dans un magasin de porcelaine sans rien casser ». Les temps ont bien changé...

Après 16 mois de ministère de l'Intérieur, Michel Poniatowski se retrouve strictement dans la même situation que Raymond Marcellin au bout de quatre ans. Ce premier résultat est aggravé par un autre échec. Plus politique, celui-là. En 16 mois de régime giscardien, le même Poniatowski s'est révélé incapable de tirer les bénéfices politiques de l'élection de son ami « Valy » à l'Elysée. Club huppé de notables et de technocrates, les Républicains indépendants n'ont pas su se transformer en un véritable parti politique. Et le traditionnel courant d'adhésions qui suit généralement une élection ne leur a même pas profité. Celui que les conseillers de Giscard d'Estaing à l'Elysée appellent entre eux « le shérif », le Premier ministre Jacques Chirac, devrait bien remercier « son ami » Poniatowski. Un tel gâchis en 16 mois, cela exige des compétences particulières.

Lorsqu'il est arrivé place Beauvau, le meilleur lieutenant de Giscard d'Estaing, celui qui avait su lui fabriquer son image de marque et faire triompher sa candidature contre Chaban-Delmas et l'U.d.r., décida de jouer la carte du libéralisme. L'esprit succédant à la matraque. Belles formules sur la sécurité des citoyens, petites phrases pleines de sens sur les obsédés du maintien de l'ordre, le discours du nouveau ministre de l'Intérieur rompait avec une certaine tradition. Fini, « le premier flic de France ». Ce langage était proche de celui que les policiers souhaitaient entendre. Lassés du « système Marcellin », traumatisés par leur impopularité croissante, transformés au fil des ans en garde prétorienne du régime, ceux qui s'appellent entre eux « les flicards » ne pouvaient qu'approuver cette volonté. Mieux : Poniatowski arrivait à élargir les compétences de son ministère en s'attribuant l'Aménagement du territoire. Il prenait ainsi le contrôle d'une administration particulièrement intéressante politiquement parlant et, en même temps, il donnait de lui-même et de ses fonctions une image moins policière.

Le temps des discours ne dure malheureusement jamais très longtemps. Les faits confrontent le verbe à la réalité. Et elle est moins facile à manier. Impossible de résumer toutes les bévues, les fautes, les erreurs, les enfantillages, les propos de matamore commis par Poniatowski en 16 mois : les 32 pages de ce numéro de « l'Unité » permettraient tout juste d'en donner un résumé succinct. Il faut donc se contenter des têtes de chapitre.

La pratique du désaveu

La préfectorale, d'abord. Comme chacun sait, le corps de cette haute administration a l'habitude de l'obéissance et du respect des décisions ministérielles. Encore faut-il posséder, pour le diriger, un minimum de diplomatie. La révocation du préfet de la Sarthe, Jacques Gandouin et quelques communiqués malheureux avaient déjà beaucoup fait pour améliorer l'impopularité du ministre de l'Intérieur parmi les préfets. L'affaire corse, la révocation du préfet de Bastia et de son collègue d'Ajaccio ont achevé de la porter à son zénith. Le sous-préfet de Bastia, Jacques Guérin, a pu ainsi quitter son poste, après son licenciement cavalier, en expliquant discrètement qu'il n'avait fait qu'appliquer les consignes. Une façon élégante de renvoyer à Poniatowski la responsabilité des erreurs commises. Le trouble est tel parmi les préfets que si, demain, des événements aussi graves que ceux d'Aléria et de Bastia devaient se produire, nombreux seraient les préfets qui prendraient leurs précautions et demanderaient à Paris des ordres écrits. Il n'est jamais habile de transformer les hauts fonctionnaires en boucs émissaires et encore moins de le faire maladroitement.

« Raymond Marcellin avait beaucoup de torts. Mais il avait une qualité essentielle pour nous, policiers : il couvrait ses types. Même leurs bêtises. » Cette réflexion d'un

Le prince découpe la couronne

On découpe, on découpe ! Le ministère de l'Intérieur a prévu la création de plusieurs cantons nouveaux dans les départements de la banlieue parisienne, notamment dans ceux de la grande couronne (Yvelines, Val-d'Oise, Essonne), qui connaissent depuis quelques années un fort accroissement de leur population. Rien là que de très normal. Mais ce découpage a permis quelques arrangements assez savoureux.

Il faut savoir faire plaisir à des amis politiques. C'est ainsi que le canton de Viroflay, dans les Yvelines, qui a un conseiller général Républicain indépendant, sera amputé de Vélizy, qui a pour maire le député U.d.r. Wagner. De cette façon, les deux grands partis de gouvernement auront chacun leur chasse gardée ! Avec l'un 16 000 et l'autre 13 000 électeurs. Mais le canton de Trappes, qui a un conseiller général communiste, conservera 27 500 électeurs.

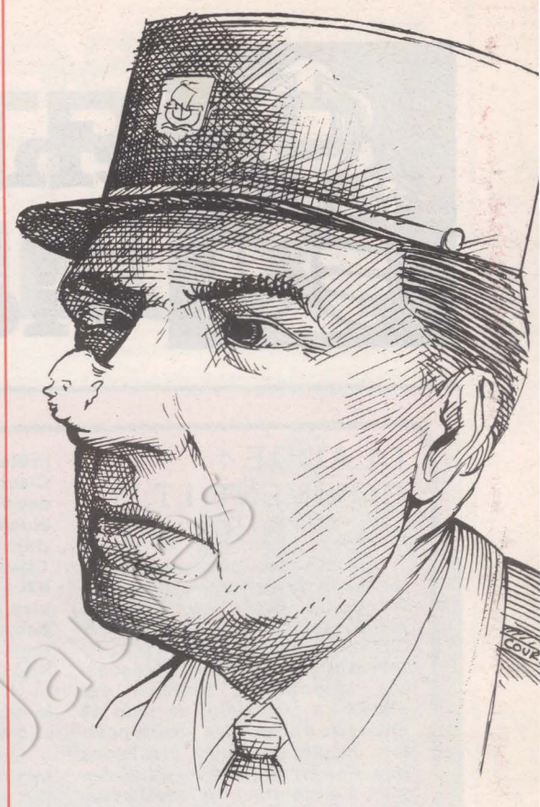
Dans le Val-d'Oise, où règne Michel Poniatowski, le canton de celui-ci — oui, il est aussi conseiller général — a été coupé en deux. La justice l'exigeait : un peu plus de 16 000 électeurs, c'était trop. Le ministre en gardera 12 000 et les autres, avec deux communes supplémentaires, iront au nouveau canton d'Auvers-sur-Oise, qui aura un peu moins de 7 000 inscrits. En revanche, le canton — communiste — d'Argenteuil aura 22 000 inscrits...

L'histoire la plus savoureuse se situe cependant ailleurs, au chef-lieu du département de l'Essonne. Evry, centre d'une ville nouvelle qui a eu récemment droit à la visite du président de la République. Le maire d'Evry est un grand personnage : Michel Boscher, député U.d.r., président du conseil d'administration du District de la région parisienne. Hélas ! le pauvre homme a été battu aux dernières élections des conseils généraux par un socialiste. Alors, le canton d'Evry a été bouleversé de fond en comble. Il perd deux communes sur les trois qui le constituaient et en récupère quatre, venues de deux cantons. Le plus extraordinaire étant que celle du Coudray-Montceaux n'a aucune frontière commune avec le canton d'Evry, duquel elle est séparée par les cantons de Mennecy et de Corbeil-Essonnes ! Le cas doit être unique en France.

Dans les autres départements, ceux de la « petite couronne », la situation est pratiquement réglée dans la Seine-Saint-Denis ; les possibilités du Pouvoir étaient minces dans le seul département français ayant un Conseil général à majorité absolue communiste et il a fallu se contenter d'opérations modestes. En revanche, dans le Val-de-Marne, le mystère plane toujours sur le découpage : la majorité se joue au Conseil général à une voix ! Prudence, donc. Gageons cependant que les nouveaux cantons seront plutôt de droite, puisqu'il est notamment question de créations à Créteil et dans le secteur d'Ormesson.



Michel Poniatowski félicitant les policiers de la brigade anticommando, à Nice.



des patrons de la police ne risque pas de s'appliquer à Poniatowski. Nul mieux que lui ne pratique le désaveu. Et, dans la caste des policiers, ce sont des méthodes que l'on n'aime guère. Corps fermé, la police a ses règles, avouables ou inavouables, et elle n'apprécie pas qu'on les transgresse au nom de l'opportunité du moment. Révélateur des faiblesses de Poniatowski, l'affaire corse en fournit un bon exemple. Après la fusillade de Bastia, Poniatowski décida d'envoyer sur place des hommes de la brigade anti-gang : une vingtaine de personnes. Ordre fut donc transmis au commissaire Broussard de convoquer ses policiers. Ce qui fut fait. Mais, petit problème : ceux-ci refusèrent tout de go de partir pour la Corse. Ils demandèrent tout d'abord si cette mission leur était confiée au titre de l'anti-gang ou de l'anti-commando — ce qui, juridiquement et administrativement, n'est pas la même chose. Leurs supérieurs ne trouvèrent rien à répondre : le cabinet du ministre avait tout simplement oublié de s'intéresser à ce détail. Et, finalement, il fallut de longues tractations pour que ces policiers acceptent de se rendre à Bastia, dans la mauvaise humeur et la grogne. Cette information donne une saveur particulière aux belles formules du ministre de l'Intérieur sur son autorité.

Mieux : Poniatowski n'est même pas respecté dans son propre cabinet. C'est un résultat auquel peu de ministres de l'Intérieur avant lui sont parvenus. Un exemple : récemment, Poniatowski a accordé une interview à un journal. Devant le journaliste, il tint des propos assez effarants. A la dernière minute, ce passage fut supprimé du texte publié, à la demande d'un des collaborateurs de Poniatowski, qui, très gêné, demanda au journaliste de ne pas faire état devant qui que ce soit — y compris son propre patron — de cette intervention. Cet exemple n'est pas le seul. A Nice, il y a deux semaines, Poniatowski, en remettant deux médailles à des policiers, trouva le moyen de prononcer quelques phrases bien senties contre les communistes : ces propos disparurent purement et simplement du compte rendu écrit distribué par le service de presse de la préfecture des Alpes-Maritimes.

De Poniatowski, Georges Pompidou avait dit un jour : « C'est le seul éléphant que je connaisse qui soit capable de se mouvoir dans un magasin de porcelaine sans rien casser. » L'ancien président de la République parlait de l'époque des cactus et des « oui mais ». Epoque bien finie. Et Poniatowski casse aujourd'hui toute la vaisselle dont il dispose.



Roger Cousin, secrétaire général du syndicat indépendant des C.r.s.

Toujours Boullay-les-Troux

Bévues de la D.s.t., folklore autour de l'affaire Carlos, méthodes très particulières de l'anti-gang, scandales de la brigade mondaine, tous les secteurs de la police ont les uns après les autres été touchés. Il n'y a pas, dans toute l'administration du ministère de l'Intérieur, un seul secteur qui n'ait pas quelques reproches à faire à son ministre. Le front syndical réalisé autour de la Fédération autonome de Gérard Monate, qui regroupe plus de 75 % des policiers de France, en fournit la preuve. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement syndical policier, commissaires, inspecteurs et gardiens de la paix se retrouvent au coude à coude pour faire aboutir leurs revendications. Et elles sont nombreuses. Pour la première fois, les distinctions hiérarchiques n'ont pas joué et la grogne est passée avant le corporatisme étroit.

La journée d'action prévue pour jeudi dernier a été finalement ajournée, le ministère s'étant décidé à ouvrir enfin des négociations apparemment sérieuses. Mais cela ressemble fort à une fuite en avant. Dévalué, Poniatowski peut bien remplacer le directeur général de la Police nationale par Robert Pandraud, directeur adjoint de son cabinet, et essayer de calmer les policiers en améliorant leur ordinaire : cela ne résout en rien les problèmes de fond posés.

Empêtré dans ses contradictions, Poniatowski n'est pas près d'en sortir. « L'Unité » a contribué, à sa façon, à en apporter la preuve. Après, par exemple, nos enquêtes sur le centre d'écoutes de Boullay-les-Troux, François Mitterrand avait demandé à l'Assemblée nationale, le 11 juin dernier, qu'une délégation parlementaire soit autorisée à visiter ce centre : la preuve serait alors faite « qu'il n'existait pas d'écoutes téléphoniques », comme l'affirmait sans cesse le ministre de l'Intérieur. A cette époque, Poniatowski répondit qu'il ne verrait aucune objection « à ce qu'une délégation parlementaire vérifie cette situation ». Eh bien ! le 12 septembre, Poniatowski avait changé d'avis. Il a en effet adressé une lettre à la commission des lois de l'Assemblée nationale pour l'informer que la visite du centre de Boullay-les-Troux serait interdite à la délégation parlementaire désignée par la commission des lois. Refus bien évidemment motivé par le célèbre secret de la Défense nationale.

Deux hypothèses sont possibles. Ou bien, le 11 juin, Poniatowski avait parlé sans savoir. Ou bien le ministre de l'Intérieur avait décidé de répondre n'importe quoi à François Mitterrand. A moins que ce soit les deux à la fois.

NICOLAS BRIMO

changer la vie sociale et économique

CLAUDE : COMMENT I.T.T. « RESTRUCTURE »

Une histoire exemplaire : les menaces de fermeture chez I.t.t.-Claude, à Gretz, en Seine-et-Marne. Depuis plusieurs mois, la direction de cette filiale d'I.t.t., fabriquant des lampes fluorescentes, cherchait à diminuer ses stocks en appliquant un plan de chômage partiel. Des stocks pourtant conformes aux prévisions données en début d'année au comité d'entreprise. En fait, il apparaît aujourd'hui que cette manœuvre avait un but : diminuer progressivement dans le stock la part des produits fabriqués à l'usine de Gretz, la contrepartie étant achetée chez des fabricants allemands ou anglais.

Ces mesures ne sont cependant qu'une partie du vaste plan de restructuration de la société Claude que la tristement célèbre I.t.t. est en train d'appliquer. I.t.t., qui a déjà cédé à Philips sa filiale américaine de fabrication de lampes, s'apprête à revendre ses actions Claude à Philips par l'intermédiaire des Fabriques réunies de lampes électriques (F.r.l.e.), qui détiennent déjà 35 % du capital de la société Claude : le plan de restructuration est une des conditions préalables du rachat — en effet, l'équipement actuel européen est très largement excédentaire. Cette restructuration comprend :

— l'arrêt de l'activité de Gretz et la cession éventuelle de l'usine à une autre société du groupe ;

— le licenciement d'une soixantaine de personnes, dont la majorité au siège social ;

— la dissolution du département « recherche et développement » (40 % de licenciements), qui est remplacé par deux services, avec chacun un directeur à leur tête : un service « fabrication produits spéciaux » et un service « assistance technique aux usines ». Vu la technologie spécifique et avancée qu'on emploie dans la fabrication des lampes, on peut se demander quelle pourra être l'efficacité de ces deux mini-services...

D'autre part, ni la direction de Claude ni celle des F.r.l.e. n'ont démenti l'information selon laquelle l'activité de l'usine de Reims serait, elle aussi, arrêtée. Ce qui porterait le nombre de licenciements à 700 personnes.

Cette politique, qui conduira les F.r.l.e. à détenir le monopole de la fabrication des lampes en France, est en contradiction formelle avec la position du gouvernement qui, il y a quelques mois, limitait l'augmentation du prix de vente des lampes, estimant que la concurrence était insuffisante entre fabricants.

Alors qu'I.t.t. s'apprête à recevoir, par l'intermédiaire de ses filiales C.g.c.t. et L.m.t., d'importantes commandes téléphoniques des P.t.t. et a demandé au gouvernement l'autorisation de prendre une participation majoritaire dans plusieurs dizaines de sociétés françaises, il paraît nécessaire de rappeler le contenu de la lettre qu'I.t.t. a envoyée en 1966 au ministère de l'Industrie pour obtenir son accord. I.t.t. s'engageait alors à développer l'emploi, à doter la société Claude de puissants moyens de recherche (objectif : un budget de recherche de 5 millions en 1971) et à mettre en place à l'usine de Gretz, dans un délai de 5 ans (1971), des moyens de production ultra-modernes.

La situation actuelle est très différente : en 9 ans, l'effectif a diminué de 30 %, le budget de la recherche a atteint au mieux 3 millions de francs (compte non tenu de l'érosion monétaire) en 1972 et l'usine de Gretz, qui a continué à travailler avec des moyens périmés, ne peut plus tenir des prix de revient compétitifs.

Cette situation amènera, à très court terme, la réalité à être encore plus éloignée des promesses d'I.t.t. : en 10 ans de gestion I.t.t., l'emploi aura chuté de 50 %, la recherche et le développement auront disparu et l'usine de Gretz aura cessé son activité.

Le personnel de l'usine de Gretz, soutenu par le P.s. et le P.c., se mobilise donc actuellement contre ces menaces : pas question pour les salariés de faire les frais d'une politique qui n'a nui en rien aux intérêts d'I.t.t.

IDEAL-STANDARD : PAS D'INTIMIDATION

Lutte pour l'emploi dans la région de Melun : après plusieurs fermetures d'entreprises, c'est aujourd'hui le tour d'Idéal-Standard (radiateurs) et des Sièges M.g.

En effet, à Idéal-Standard France, qui dépend directement du groupe américain Standard, firme multinationale (3 500 ouvriers répartis en six usines), un administrateur a été nommé par suite de l'intransigeance des actionnaires américains, qui refusent toute solution. Depuis longtemps, American-Standard veut liquider ses filiales françaises. En 1974, à l'usine de Dammarie-les-Lys, il y avait 1 400 travailleurs ; aujourd'hui, il en reste 755. Le tribunal de commerce de Paris devait se prononcer lundi dernier sur le sort de l'ensemble des usines (Dammarie, Aulnay, Autun, Dôle...) Est-ce la détermination des travailleurs luttant pour leur emploi, ou bien le patronat, avec la complicité du Pouvoir, espère-t-il un éventuel découragement des travailleurs ? En tout cas, cette décision a été reportée à une date ultérieure. Les travailleurs ne se laissent pas intimider. A l'appui de cette affirmation, la section socialiste de Dammarie, accompagnée de son député Alain Vivien, a pu constater que la combativité des travailleurs d'Idéal-Standard était intacte, voire renforcée. C'est ainsi que, lundi, cette délégation a pénétré avec l'appui des travailleurs à l'intérieur de l'usine pour y tenir un meeting. La section socialiste, après avoir dénoncé les causes de la crise et proposé les solutions du plan de relance économique du P.s., a réaffirmé sa solidarité active.

Le même jour, cette délégation s'est rendue auprès des travailleurs des Sièges M.g., qui occupent leur usine depuis le 2 septembre. Après avoir signé devant l'inspecteur du Travail un accord garantissant la reprise de l'activité de l'entreprise à la rentrée des vacances, le patron a profité de cette période pour déposer son bilan et transporter dans les locaux d'un autre groupe la plus grande partie des machines et des fournitures ! Attitude qui a motivé l'occupation des locaux pour obtenir salaires et sauvegarde de l'emploi.

S.O.S. CHAUSSURE

« Sur les 3 000 salariés de la chaussure qui restent à Fougères, combien auront encore un emploi à la fin de l'année ? » Cette question formulée par toutes les organisations syndicales de la région est celle que se posent aujourd'hui les habitants de Fougères. C'est aussi celle qui les a fait descendre dans la rue, le mercredi 10 septembre, pour manifester leur inquiétude et leur colère.

Car, ici, la situation de l'emploi est grave. La section du pays de Fougères du P.s., qui s'est réunie pour en faire le point, l'explique : « Loin de voir le bout du tunnel », elle constate au contraire que « l'horizon s'assombrit pour les travailleurs fougerais : 800 demandeurs d'emploi ; de nombreux jeunes sortis des établissements scolaires n'ont toujours pas trouvé de travail ; plus de 1 000 licenciements annoncés dans la chaussure d'ici à la fin de l'année... ».

Car les difficultés que rencontrent aujourd'hui les industries de la chaussure ont un gros impact sur l'industrie locale. Dans quatre entreprises importantes, les choses vont mal. Chez Renault, 750 employés s'interrogent : il y a déjà eu 50 licenciements en décembre 1974. Meetings et débrayages avaient pu les faire annuler mais, depuis, c'est le chômage chronique. Si aucune solution n'est trouvée, 300 licenciements, au moins, sont probables et un sérieux risque de dépôt de bilan existe. Chez Martin (1 100 salariés), 250 personnes connaissent les mêmes inquiétudes, pour les mêmes raisons. Chez Morel, on vit dans l'incertitude : jusqu'au mois d'août, l'entreprise était administrée par un syndic. Il y a eu depuis un concordat et on ignore tout de l'avenir réservé aux 280 employés.

Rien d'étonnant, dans ce cas, au succès de la manifestation du 10 septembre, où toute une ville s'est mobilisée sur le problème de l'emploi.

1200 F, C'EST TROP POUR LES VIEUX...

Attisées par le débat que le Parlement doit prochainement engager sur le nouveau statut de Paris, les grandes manœuvres ont commencé au sein des formations politiques de la majorité. Le petit groupe des U.d.r. parisiens, plutôt réticents à l'égard de l'actuel gouvernement, a marqué un point en faisant attribuer le rapport sur le statut de la capitale à André Fanton. En dépit de l'opposition du Premier ministre qui n'avait pas hésité, pour la circonstance, à faire intervenir Marie-France Garaud.

S'il y a affrontement à l'intérieur de l'U.d.r., les relations entre celle-ci et les giscardiens parisiens ne sont pas plus amènes. On l'avait déjà constaté en juin, lors de l'élection à la présidence du Conseil de Paris de Bernard Lafay, qui avait donné lieu à de vifs incidents entre les deux groupes. Depuis, les Républicains indépendants et les centristes réunis dans le groupe Paris-Avenir ont encore resserré leurs liens et vont même, pour la première fois, tenir ensemble dans quelques jours un meeting public. Histoire de faire savoir que, même si elle truste tous les postes à l'Hôtel de Ville, l'U.d.r. n'est pas seule à constituer la majorité à Paris.

En attendant, les deux groupes se sont retrouvés lundi pour annuler ensemble, sur les injonctions de Michel Poniatowski, la décision qu'ils avaient prise le 27 juin concernant la garantie à toutes les personnes âgées de la capitale, par référence au Smic, d'un minimum de ressources de 1 200 F par mois. Car, en dépit de l'interprétation donnée par certains journaux, « le Figaro » notamment, il s'agit bien d'un recul. La nouvelle délibération, en effet, a pour conséquence de réduire sensiblement le nombre des personnes âgées qui pourront atteindre le plafond de 1 200 F. Ne pourront en bénéficier que celles dont le loyer atteint 250 F par mois ; et encore, à condition qu'elles en fassent expressément la demande.



Signature de pétitions devant l'Hôtel de Ville de Paris, lundi dernier.

Or l'expérience montre que des milliers d'allocataires possibles se trouvent privés de ressources dont ils pourraient bénéficier, soit par ignorance de leurs droits, soit parce qu'ils se refusent à accomplir des formalités complexes et qui revêtent parfois un caractère vexatoire. Un exemple : alors qu'il y aurait à Paris, selon le dernier recensement, près de 360 000 personnes de plus de 65 ans, le nombre des utilisateurs de la carte Emeraude n'atteint pas 70 000 et celui des actuels bénéficiaires de l'allocation-vieillesse de la Ville de Paris n'est guère supérieur à 20 000. Cela ne met pas en cause l'effort financier accompli par les Bureaux d'aide sociale de la capitale, mais celui-ci conserve trop souvent un caractère « charitable » — par exemple, les secours d'urgence — alors que la novation de la décision du 27 juin, reprise lundi par les groupes socialiste et communiste du Conseil de Paris, était d'instituer la notion d'une garantie de ressource équivalente au Smic pour tous les vieux sans discrimination. Simple mesure de justice dont il vient d'être souligné, au congrès de l'Union nationale des Bureaux d'aide sociale, qu'elle n'est nullement « une utopie », mais dont Poniatowski a craint qu'elle fasse tache d'huile. Et pour la circonstance toute la majorité, préfet en tête, a suivi comme un seul homme...

A.V.

Chaix : encore en panne

Depuis le 1er novembre 1974, les travailleurs de l'imprimerie Chaix, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), sont sur le qui-vive. A cette époque, tout le groupe Néogravure dont elle faisait partie était frappé par des licenciements et des fermetures d'entreprise.

Après une occupation déterminée de leur imprimerie, les travailleurs de Saint-Ouen obtenaient, grâce à des capitaux venus de divers horizons, qu'une nouvelle société soit créée et que leur imprimerie redémarre. Après les reclassements et les départs en pré-retraite, ils se retrouvaient 640 salariés de la Société nouvelle Chaix. Ils pouvaient alors espérer que leurs ennuis étaient terminés. L'avenir devait prouver qu'il n'en était rien. La nouvelle société, après vérification, n'existe toujours pas. Et des difficultés de trésorerie très graves apparaissent. « Et pour cause ! dénonce la C.g.t. Un certain nombre de travaux importants qui étaient confiés à Chaix lui ont été retirés ». Il est clair que le gouvernement n'a pas tenu ses engagements. Et, au dernier conseil d'administration, la direction a annoncé le licenciement imminent de 410 travailleurs, soit 70 % du personnel, ce qui signifie pratiquement l'arrêt de l'entreprise.



La délégation du P.s. reçue par les travailleurs de Chaix, à Saint-Ouen.

Les travailleurs se sont aussitôt rassemblés pour oganiser la réplique. Et, déjà, la solidarité se manifeste. Mardi, une délégation du Parti socialiste comprenant Claude Estier, secrétaire national, Jean-Paul Bachy, délégué à l'Emploi, et Marcel Debarge, secrétaire fédéral de Seine-Saint-Denis, s'est rendue à Saint-Ouen pour apporter son soutien aux travailleurs menacés par une politique qui touche durement l'ensemble du secteur de l'imprimerie et des arts graphiques.

Denise Cacheux : « La de la natalité est une de grève, ni plus, ni moin

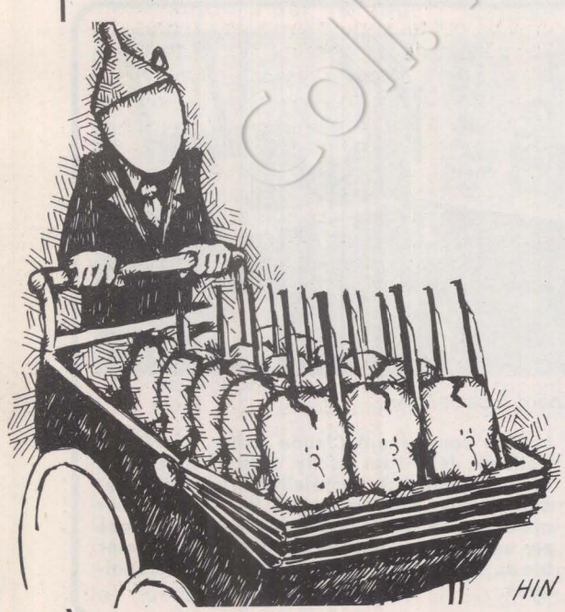
Denise Cacheux, mère de trois enfants, conseiller municipal de Lille et, depuis le congrès de Pau, membre du Comité directeur du Parti socialiste, est aussi déléguée nationale à la Condition féminine. C'est à ce titre et en tant que responsable de la commission du Parti socialiste sur la démographie qu'elle regardait, le 11 septembre sur T.f. 1, Michel Debré expliquer aux Français le danger qui les menace. « 55 000 enfants de moins que l'an dernier pour la rentrée des classes primaires, et autant l'an passé ». Tel est le cri d'alarme lancé par l'ancien ministre de la Défense. « Si une chute de la natalité continue, dans 10 ans nous seront moins qu'aujourd'hui ». La question est posée. Il n'en faut pas plus à Debré pour affirmer que les Français doivent faire des enfants, de gré ou de force.

« L'Unité » a demandé à Denise Cacheux de réagir sur ce problème de civilisation qui se pose dans l'ensemble des pays industrialisées.

L'UNITE : Michel Debré a beaucoup insisté sur cette idée : si les Français veulent voir leur niveau de vie augmenter régulièrement, leur nombre aussi doit augmenter. Que pensez-vous de ce genre de solution ?

DENISE CACHEUX : C'est une affirmation qui repose avant tout sur une conception très utilitariste de la population d'un pays. Elle fait de l'enfant un consommateur et un potentiel de travail, donc un moteur de l'économie.

Dans une optique socialiste, il est inconcevable de poser le problème dans ces termes. Car améliorer son niveau de vie, qu'est-ce que cela signifie à l'heure actuelle pour un Français ? Est-ce que cela veut dire qu'il faut de plus en plus de Français pour fabriquer et consommer de plus en plus de voitures, de réfrigérateurs ou de gadgets ? Ne faut-il pas plutôt se demander si l'amélioration du niveau de vie, au point de développement de notre pays, ne suppose pas davantage de temps pour vivre, plus de loisirs à passer en famille, plus d'espaces verts et d'espace tout court permettant de s'épanouir sans risquer de gêner son voisin ?



Cela dit, que les enfants soient aussi des consommateurs, nul de songe à le nier. A condition, bien sûr, que le niveau de vie de leur famille le leur permette. Demandez au 3e enfant d'un smicard s'il a tellement la possibilité de consommer.

— On a d'ailleurs l'impression, en écoutant Debré, qu'il confond sciemment le niveau de vie général d'un pays et le niveau de vie d'une famille nombreuse...

— Tout à fait. Car on sait pertinemment qu'en France, à l'heure actuelle, plus une famille compte d'enfants, plus elle voit baisser les moyens financiers qu'elle peut consacrer à chacun d'eux. Le but des parents est d'assurer à leurs enfants le meilleur niveau de vie possible, de leur donner un peu plus que le minimum. Un minimum que notre société de consommation fixe de plus en plus haut et qui n'a plus rien à voir avec celui de nos grands-parents. Or, actuellement, les familles sont toujours en queue de peloton en ce qui concerne l'élévation du niveau de vie. A niveau social égal, une famille nombreuse a toujours plus de difficultés qu'un couple avec un enfant pour trouver un logement convenable, pour faire son marché ou partir en vacances. Et c'est normal : la politique familiale en France est aberrante, pour ne pas dire inexistante.

Parlons, par exemple, des allocations familiales. Pour elles, le premier enfant n'existe pas, alors qu'il pèse indiscutablement sur les revenus d'un jeune ménage. Ensuite, elles sont ridiculement basses et ne suivent même pas l'augmentation du coût de la vie, puisqu'elles sont indexées sur un chiffre arbitraire qui ne garantit en rien le maintien de leur pouvoir d'achat. Certes, Debré a parlé de les augmenter. Mais sans préciser sur quels critères. Va-t-on continuer cette politique d'assistance qui transforme les allocations en aumônes ? Ou bien va-t-on se décider à les considérer, ainsi que le P.s. l'a toujours préconisé, comme un droit de l'enfant, comme une prestation qui couvre véritablement ses besoins ?

Et comment le gouvernement ose-t-il parler de politique en faveur de la famille quand la fiscalité en France la pénalise automatiquement ? En effet, la plus grosse part des impôts repose sur l'impôt indirect. C'est-à-dire que plus on a d'enfants et plus on consomme, plus on paie d'impôts à l'Etat : actuellement, une famille de deux enfants reverse à l'Etat, sous forme d'impôts indirects, l'intégralité de ce qu'elle touche en allocations familiales.

Sans oublier, et ce n'est pas le moins important, que la pénalisation dont sont victimes les familles ne joue pas seulement en termes de ressources financières.

— Voulez-vous parler de la qualité de la vie ?

— Oui, car par le biais de la famille on aborde pratiquement tous les problèmes qui se posent dans notre société.

Celui de la spéculation foncière, par exemple. Avoir des enfants, c'est bien. Mais, en ville, aucun espace ne leur est réservé. Et comment pourrait-il en être autrement ? Au prix du mètre carré, les municipalités n'ont guère les moyens de laisser aux enfants des terrains vagues pour qu'ils puissent en faire leurs « terrains d'aventure ». A Lille, le mètre carré vaut 1 000 F, et les contribuables comprennent parfois difficilement qu'une ville se prive d'un tel manque à gagner pour offrir aux enfants un espace bien à eux. Ce problème de la spéculation foncière a également des répercussions évidentes sur le logement. Des millions de familles vivent trop à l'étroit dans des appartements conçus tout juste pour dormir et peu aptes à permettre une vie familiale épanouissante.

La durée du temps de travail des parents a également une influence déterminante sur la vie des enfants. Quel problème crucial que celui de la garde des enfants pendant que les parents effectuent leur journée de travail ! Bien sûr, Michel Debré a réclamé la création de crèches, de garderies, de colonies de vacances. Dans ce domaine, malgré les innombrables promesses de campagnes électorales, le gouvernement est loin d'avoir rempli les prévisions du VIe Plan. Et s'il fait un effort en matière de subventions à la construction des crèches, il se garde bien de participer à leurs frais de fonctionnement, qui représentent pourtant une charge bien plus considérable pour les municipalités.

De toute façon, augmenter le nombre de crèches, de garderies et de colonies de vacances, comme Michel Debré lui-même le reconnaît nécessaire, n'est certes pas négligeable. Mais cela ne résout en rien les énormes lacunes qui existent à l'heure actuelle dans leur conception. C'est en tenant compte de l'évolution de la psychologie et de la pédagogie que le programme socialiste préconise des « maisons de l'enfance » qui permettraient d'éviter à l'enfant ces coupures artificielles et néfastes entre son monde familial, son milieu scolaire, son quartier. Comment ne pas vouloir supprimer ces établissements d'où est absente toute image masculine, d'autant plus importante qu'à la maison, déjà, l'enfant voit très peu son père ? Autant de facteurs qui peuvent faire hésiter à avoir plus d'enfants.

— Justement : que pensez-vous de l'argument, très souvent avancé, qui développe les avantages d'un salaire pour la femme au foyer ? A en croire Michel Debré, en particulier, cette solution supprimerait les problèmes de garderie, etc.

— D'abord, il ne faut absolument pas opposer la femme au foyer à celle qui travaille. C'est un choix personnel très souvent fait en fonction d'événements extérieurs qui pèsent d'ailleurs de façon différente selon les périodes. On peut vouloir rester au foyer un an pour élever un petit enfant sans pouvoir le faire. Cela dit, donner un salaire aux femmes au foyer, le programme socialiste et le pro-

baisse forme s...»

gramme commun sont sur ce point sans ambiguïté : il n'en faut à aucun prix. Précisément parce que le salaire maternel est une confirmation de la coupure qui existe entre le monde des hommes et le monde des femmes. Coupure que nous combattons. Payer les femmes pour rester chez elles, c'est redire nettement que s'occuper des enfants relève uniquement de leur responsabilité. Que devient le couple ? Il est frappant de constater que, pour Michel Debré, il n'a jamais été question que d'« instinct de maternité ». La paternité, dans son discours, est restée totalement absente. Les devoirs du père envers son enfant, ses joies à le voir grandir et se développer n'ont même jamais été évoqués.

A cet égard, je trouve franchement choquant que Michel Debré rende la femme, et elle seule, responsable de la baisse de la natalité. Ne nous a-t-il pas expliqué qu'elles refusaient la maternité pour rester jeunes et désirables, pour pouvoir travailler et vivre indépendantes ? Une fois de plus, c'est mal poser le problème. Peut-être les femmes accepteraient-elles plus volontiers une grande famille s'il n'y avait pas ce refus et cette impossibilité de la prise en charge des enfants par le couple. De plus, que les femmes refusent des enfants supplémentaires pour avoir une vie professionnelle, c'est certain : leur indépendance relève du droit le plus élémentaire, surtout depuis qu'elles peuvent maîtriser leur fécondité. Mais il est faux de dire que c'est la volonté de travailler qui enlève aux femmes l'envie d'avoir des enfants. C'est la volonté de travailler liée au fait qu'il n'y a ni équipement ni infrastructure sérieuse pour aider au développement des enfants qui conduit les femmes à faire ce choix. Ce qui ne veut pas dire qu'elles n'en voudraient pas davantage. Nombreuses sont celles qui avouent même qu'elles en auraient bien un deuxième ou un troisième si elles étaient dans les conditions qui pourraient le leur permettre.

Je suis très frappée que Michel Debré (et tout le courant de pensée qu'il représente) mette la baisse de la natalité sur le dos d'un égoïsme féminin. D'autant que, dans les couples, cette décision est prise à deux. Et que même, de plus en plus souvent, c'est le mari qui s'oppose à la venue d'un enfant supplémentaire. Mais certainement pas par égoïsme, comme on tente de le faire croire.

— Sait-on pourquoi un couple accepte ou refuse de faire un enfant de plus ?

— Si on fait une analyse politique, la baisse de la démographie actuelle, pour moi, est une forme de grève, ni plus, ni moins. Dans les conflits sociaux classiques, la violence sociale répond à la violence économique. Vis-à-vis de la natalité, à la violence économique les couples répondent par la grève des naissances. C'est pour eux un moyen de se défendre, de donner un maximum de chances aux enfants qu'ils ont déjà. Car, on le sait maintenant, les données économiques pèsent lourd en négatif sur cette décision. La maternité est, la plupart du temps, la conséquence d'un choix entre les revenus de la famille et ce que coûte un enfant.









Mais il serait absurde de se limiter à des arguments aussi matérialistes. On ne fait pas un enfant parce qu'on aura ou non une place de crèche. Pourquoi fait-on — ou non — un enfant ? La question est complexe et elle préoccupe tous les chercheurs qui sont maintenant convaincus de l'importance des problèmes démographiques dans le monde. Pour sa part, le Parti socialiste a chargé des experts, tant en économie qu'en écologie et en urbanisme, d'étudier ce phénomène et ses mécanismes.

Pour le moment, une seule observation est certaine et a pu être faite dans tous les pays, quel que soit leur régime politique : le développement industriel entraîne une baisse de la natalité. Dès que le niveau de vie augmente, la population emploie tous les moyens — le contrôle des naissances si elle le domine, ou l'avortement, la stérilisation, le mariage tardif, l'immigration — pour profiter mieux des chances économiques. Au point qu'il finit par y avoir une véritable coupure démographique entre les pays industrialisés et ceux du Tiers-Monde. Nous sommes trois milliards et demi d'êtres humains et ce chiffre aura doublé à la fin du siècle. Si la population mondiale croît à un rythme accéléré, c'est dû pour 80 % aux pays sous-développés. D'où les arguments profondément racistes et sectaires de Michel Debré qui n'a pas hésité à brandir l'épouvantail du déferlement de hordes de Chinois sur une Europe vieillie.

— Mais est-ce que le vieillissement d'une population ne pose pas véritablement des problèmes ?

— Il est évident qu'un pays dont la démographie chute, surtout avec les progrès de l'hygiène et de la médecine, risque de devenir un pays vieux qui perd sa vitalité, glisse vers l'immobilisme et a tendance à se scléroser. C'est un danger grave que le Parti socialiste a toujours dénoncé. Mais il ne faut pas pour autant, à l'exemple de Michel Debré, prôner une politique nataliste à tout crin qui transforme les familles en producteurs de consommateurs et de futurs travailleurs. Le devoir d'un gouvernement n'est pas de décider qu'il faut trois enfants par famille ni de donner une prime au troisième. Il doit permettre aux familles d'élever tous leurs enfants en respectant leur choix. La politique familiale doit cesser de se présenter sous forme d'assistance aux familles nécessiteuses. Elle ne doit pas non plus être le support d'une politique nataliste. La nation a un devoir envers tous les enfants, quel que soit leur rang dans la famille ou dans l'échelle des classes. C'est la plus élémentaire des justices.

Propos recueillis
par CHRISTINE COTTIN

SCC

Déjà leader dans les centres commerciaux régionaux..

La Société des Centres Commerciaux a déjà construit ou réalise actuellement 8 centres commerciaux :



1969 PARLY 2
Surface commerciale GLA : 55.000 m²
107 magasins - Le Printemps et le B.H.V. Prisunic et Suma



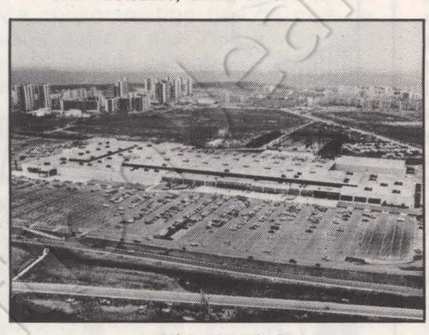
1972 VELIZY 2
Surface commerciale GLA : 75.000 m²
145 magasins - Le Printemps et La Samaritaine. Prisunic, Suma et C & A



1973 ROSNY 2
Surface commerciale GLA : 83.000 m²
166 magasins - La Samaritaine et B.H.V. La Redoute, C & A, Casino et Prisunic



1973 GRIGNY 2
Surface commerciale GLA : 12.000 m²
26 magasins - Hypermarché Goulet Turpin



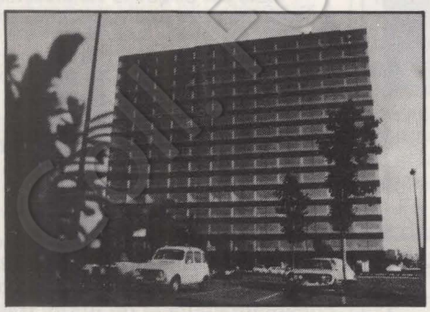
1973 ULIS 2
Surface commerciale GLA : 42.235 m²
65 magasins - Carrefour

ROUEN SAINT-SEVER
Surface commerciale GLA :
44.000 m2

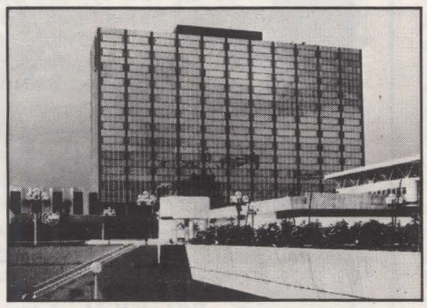
BOISSY 2 RER
Surface commerciale GLA :
23.000 m2

Egalement en cours d'étude

En pleine expansion, elle diversifie ses activités en construisant également des bureaux, hôtels et dépôts :

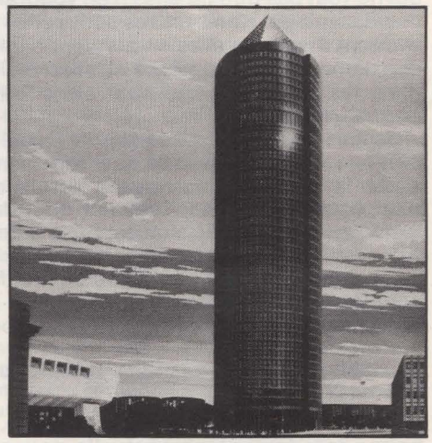


ROSNY 2 : 25.000 M²
En cours de livraison



EVRY 2 : 12.000 M²
En cours de livraison

Egalement construction de 10.000 m² de bureaux et d'un hôtel à Rouen Saint-Sever, livrables début 1978



LA PART-DIEU (LYON) :
40.500 m² et le 25e hôtel Frantel
Livraison fin 1976

la S.C.C. construit maintenant les grands centres commerciaux urbains

En 1969, la Société des Centres Commerciaux créait à Parly 2 le premier centre commercial en France. En 1973, elle inaugurait Rosny 2 (83.000 m2) : sa cinquième réalisation en région parisienne. Tout en continuant cette expérience extra-muros, elle estimait alors que la conception des centres commerciaux devait évoluer pour s'adapter étroitement à d'autres problèmes actuels: ceux de l'urbanisme et de l'environnement. C'est ainsi qu'aujourd'hui, la S.C.C. construit des centres commerciaux à vocation régionale au cœur même des villes nouvelles et des programmes de rénovation urbaine.



1974 BOBIGNY 2
Surface commerciale GLA : 25.600 m²
56 magasins - Hypermarché Mammouth

Une source de vie pour la cité

Partie intégrante du centre-ville, le centre commercial participe en permanence à la vie de la communauté urbaine, bien au-delà de son activité proprement commerciale. Ainsi, traversé par deux rues, le centre commercial d'Evry ouvre-t-il directement sur l'agora, place vitale de la Ville Nouvelle, rassemblant la synthèse active de toute la vie culturelle et collective des habitants de l'Essonne. Accessible et vivant jour et nuit, Evry 2 Centre en est le prolongement, la grand-rue et le principal pôle d'attraction.

Dans le cadre de la restructuration du centre-ville, Bobigny 2 est également au cœur d'un important complexe regroupant la Préfecture, l'Hôtel de Ville et les principaux services administratifs départementaux.

Et à Lyon, le programme de rénovation urbaine de la Part-Dieu s'organise autour du centre commercial qui réunit sur 110.000 m2 (surface encore jamais atteinte) l'éventail le plus extraordinaire de commerces, de loisirs, de services.

L'équation idéale : emploi + habitat + commerces + loisirs

Cette intégration directe permet une meilleure utilisation des équipements communs (transports, parkings) et une parfaite adéquation avec les zones d'activités tertiaires. Chaque activité renvoie sur les autres ses propres visiteurs et l'ensemble vit ainsi 24 heures sur 24.

Par ailleurs, l'implantation d'un centre commercial crée un grand nombre d'emplois, en particulier pour un personnel féminin à mi-temps.

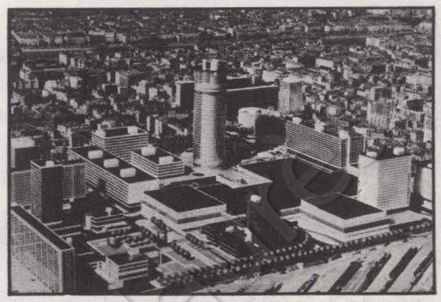
A cet égard, la S.C.C. intervient directement, avec l'aide de l'Agence Nationale pour l'Emploi, en communiquant aux commerçants du centre le potentiel de main-d'œuvre disponible à moins d'un quart d'heure ou d'une demi-heure de transports.



1975 EVRY 2 CENTRE
Surface commerciale GLA : 71.000 m²
140 magasins - Nouvelles Galeries, Euromarché et Primevère

Une opportunité pour les détaillants de toutes dimensions

Pour la S.C.C. il n'y a pas de "grand" ou de "petit" commerce. Tous les centres sont conçus, réalisés, vécus avec les commerçants locaux. La politique adoptée par la S.C.C. associe étroitement le promoteur au commerçant, quelle que



1975 LA PART-DIEU A LYON
Surface commerciale GLA : 110.000 m²
250 magasins - Galeries Lafayette et le Grand Passage, Uniprix, C & A et Marks & Spencer

soit sa taille. Son système de location repose sur deux principes importants : **la suppression du pas-de-porte** - ce qui favorise les petits détaillants - et **le loyer proportionnel au chiffre d'affaires** - ce qui représente une garantie pour le commerçant, puisque le promoteur devient ainsi son associé.

La S.C.C. : une assistance technique permanente

La S.C.C. ne se contente pas de louer un magasin aux commerçants. Elle met à leur disposition un certain nombre de services et avec eux elle suit leurs problèmes. Elle est aussi particulièrement vigilante dans les deux lignes de force qui font le succès de ses centres : **l'animation et la gestion.** Le service de gestion est pour chaque commerçant un conseil permanent et gratuit. Ce service peut orienter leurs assortiments, moduler investissements et aménagements et même assurer la formation permanente du personnel.

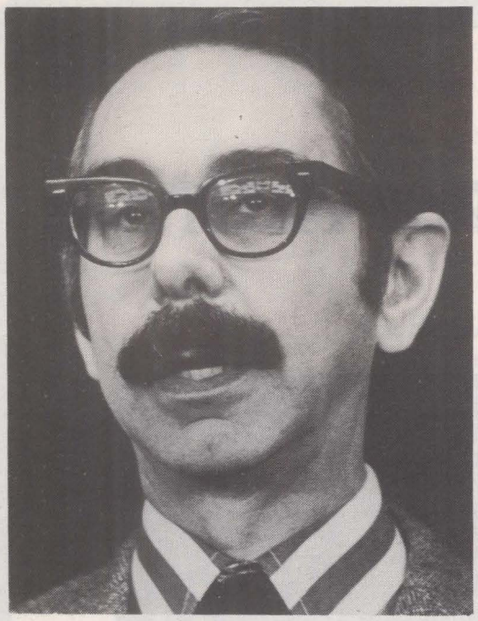
Le but constant de la S.C.C. est de contribuer au maximum à l'adaptation la plus complète possible des commerçants indépendants au commerce moderne. Son action et son travail sont uniques au monde. Car, même aux Etats-Unis aucune organisation n'apporte une prestation aussi complète que la S.C.C., leader depuis dix ans de ce type de commerce en France.

Renseignements pour la location des magasins et des bureaux :

SCC

Société des Centres Commerciaux
22, place Vendôme 75001 Paris Tél. 260.32.56

La meilleure image du commerce régional et urbain



Carlos Altamirano : «Ils sont en train de tuer le Chili»

De passage à Paris à la fin de la semaine dernière, Carlos Altamirano, secrétaire général du Parti socialiste chilien, a rencontré une délégation du Parti socialiste français conduite par Claude Estier. En exclusivité pour « l'Unité », il parle du Chili deux ans après le putsch, du Pérou, du Portugal.

L'UNITE : Le 11 septembre a marqué le deuxième anniversaire de la mort du président Salvador Allende et de l'installation de la junte fasciste au Chili. Les socialistes français qui se sont toujours sentis solidaires de l'Unité populaire chilienne s'interrogent aujourd'hui sur ses perspectives.

CARLOS ALTAMIRANO : Je voudrais d'abord remercier le Parti socialiste français de son extraordinaire solidarité depuis le jour même du putsch, c'est-à-dire il y a exactement deux ans. En un jour, il a été mis fin à 150 ans d'évolution démocratique dans notre pays. En deux ans, on a détruit toute sa longue tradition culturelle, politique, sociale, économique. Bien que le Chili soit un petit pays, il ne faut pas oublier qu'il a déjà produit deux prix Nobel, Gabriella Mistral et Pablo Neruda. Son évolution politique était tout à fait exceptionnelle dans le continent latino-américain. Il avait atteint un important développement technique et scientifique, un développement économique qui permettait un revenu de 600 dollars par tête d'habitant. Aujourd'hui, cette tradition culturelle a été totalement détruite. Tous les droits humains sont foulés aux pieds. Economiquement, le Chili connaît la crise la plus grave de toute son Histoire. Les prétendus « reconstructeurs » ont détruit le Chili.

L'inflation dépasse officiellement 370 % par an. Le chômage touche plus de 20 % de la population active. Et tous les indices de production ont chuté verticalement. Jusqu'à présent la faim et la misère étaient le produit d'un sous-développement millénaire. La faim avait été la conséquence de grands cataclysmes naturels, de grandes sécheresses, de guerres. On n'avait jamais conçu la faim et la misère comme l'objectif conscient et délibéré d'un plan économique. L'école de Chicago, l'une des écoles les moins prestigieuses des Etats-Unis a, en effet, conçu un plan pour l'économie chilienne. Ce plan qui est mis en pratique par la junte fasciste a pour objectif essentiel de créer un choc économique, qui consiste essentiellement à augmenter le chômage et à diminuer l'activité économique. Selon la conception monétariste de cette école, il s'agit de diminuer radicalement la capacité de consommation de la population chilienne afin d'en finir avec l'inflation. Le drame est qu'ils sont en train de tuer non l'inflation mais le Chili lui-même. L'inflation se poursuit à un rythme bien supérieur à ceux d'autrefois.

Cette politique économique est soutenue par une brutale répression. Celle-ci n'a pas diminué. Il y a trois mois, on a arrêté trois dirigeants du Parti socialiste chilien, dont Excequel Pons, principal dirigeant du Parti à l'intérieur. Depuis trois mois de multiples interventions ont eu lieu en sa faveur, y compris de la part de plusieurs gouvernements. Jusqu'à ce jour, la junte refuse de dire quoi que ce soit à son sujet.

Il existe actuellement au Chili un système effroyable de délation. L'organisation policière connue sous le nom de Dina dispose à Santiago seulement, de 10 000 indicateurs. En outre, une Internationale du crime et de la torture s'est constituée en Amérique latine. Les forces réactionnaires de plusieurs pays de ce continent ont coordonné l'action de leurs polices, notamment le Brésil, l'Uruguay, la Bolivie, l'Argentine et le Chili. Il y a une collusion toute particulière entre les polices argentine et chilienne. Des centaines de réfugiés chiliens sont torturés en Argentine. Et plusieurs dizaines ont déjà été assassinés dans ce pays, à commencer par l'ancien vice-président de la République, commandant en chef de l'armée chilienne, le général Carlos Prats.

Il y a un peu plus d'un mois se sont réunis, à Montevideo, les commandants en chef des armées latino-américaines. En accord avec les Etats-Unis, ces généraux ont mis au point cette nouvelle guerre qu'ils ont inventée : la guerre contre l'ennemi intérieur. Les armées en Amérique latine ne se préparent pas à défendre les frontières nationales mais seulement à exterminer cet « ennemi intérieur », c'est-à-dire ce qu'ils appellent les « marxistes » parmi lesquels ils incluent tous ceux qui ont des idées de gauche, progressistes et révolutionnaires. Il y a naturellement parmi eux beaucoup de catholiques, des prêtres même, dont plusieurs au Chili notamment, ont été assassinés.

Ainsi, il existe en Amérique latine une nouvelle sorte de guerre sur la base du concept de la frontière idéologique. Des corps spéciaux s'entraînent dans des écoles situées à Panama et aux Etats-Unis pour torturer et exterminer ces « ennemis intérieurs ». Nous considérons comme parfaitement ridicule la protestation de Kissinger contre la conférence de solidarité avec Porto Rico qui a eu lieu à Cuba. Il voit dans cette conférence une ingérence inadmissible dans les affaires nord-américaines. Mais il est maintenant de notoriété publique que le même Kissinger a autorisé et financé le coup d'Etat au Chili.

Nous voulons donc dénoncer à nouveau la politique de répression qui se poursuit dans notre pays contre les militants de la gauche et la démolition systématique de 150 ans d'évolution politique, culturelle, sociale au Chili. Nous exprimons notamment notre solidarité aux quatre jeunes femmes d'origine française qui font la grève de la faim à Saint-Germain-des-Prés pour attirer l'attention de l'opinion et du gouvernement français sur la « disparition » de leurs maris, également d'origine française, au Chili. La junte fasciste prétend que les disparus se sont en fait exterminés entre eux à l'étranger, en Argentine, au Mexique, en Colombie, au Venezuela et même en France à la suite de luttes fratricides entre les militants de l'Unité populaire. C'est là la façon la plus cynique de ne pas rendre des comptes sur ceux qui sont morts des suites des tortures. A noter que seul le gouvernement argentin n'a pas démenti que des Chiliens aient été assassinés sur son territoire.

— Peut-on savoir quelle est actuellement la situation à l'intérieur de l'Unité populaire et quelles sont les relations entre les différentes forces politiques qui la composent ?

— D'une façon générale, l'unité entre les partis de la gauche chilienne, qui avait permis la victoire du président Allende, s'est maintenue après le coup d'Etat. Elle groupe le Parti socialiste, le Parti communiste, le Parti radical, le Mapu, le Mapu ouvrier et paysan et la gauche chrétienne. On s'interroge, beaucoup en Europe sur la solidité de cette Unité populaire parce que le Mir n'en fait pas partie. Le Parti socialiste a toujours été partisan que le Mir soit intégré à l'Unité populaire. Mais ce n'est pas parce qu'une petite formation marginale en est absente que l'on peut dire que cette unité n'existe pas. En

→



Pinochet assistant à une messe solennelle pour le second anniversaire du putsch.



La sauvage répression se poursuit (extrait du film « J'étais, je suis, je serai »).

coll. Fondation Jean-Jaurès

Carlos Altamirano: «Ils sont en train de tuer le Chili»

réalité, 99 % de la gauche chilienne, 100 % de la classe ouvrière sont regroupés dans l'Unité populaire. Celle-ci existe à partir du moment où les forces principales de la classe ouvrière, le Parti socialiste et le Parti communiste, sont unis et qu'en font également partie les radicaux et les représentants de la pensée chrétienne. Certes, l'Unité populaire a ses problèmes. Il n'est jamais facile de concevoir et de maintenir l'unité entre des formations politiques qui n'ont pas toujours les mêmes critères. Mais, je le répète, cette unité est solide.

— Que pensez-vous de l'appel que vient de faire Pinochet à trois anciens présidents de la République chilienne pour constituer une sorte de Conseil auprès de la junte ?

— Nous avons, en effet, appris que Pinochet voulait constituer un tel Conseil avec les trois anciens présidents de la République encore vivants. Ce sont Gonzalès Vidella, qui mit hors-la-loi le Parti communiste en 1946 et qui appuya le coup fasciste dès le premier jour ; Jorge Allessandri, qui est le plus grand monopoliste du Chili, propriétaire, en particulier, de l'entreprise qui a le monopole de la production du papier et du carton et qui a été compromis — les documents de l'I.t.t. le prouvent — dans la préparation du complot qui visait à empêcher Salvador Allende d'accéder au pouvoir en 1970 ; enfin Eduardo Frei dont nous ne connaissons pas la décision, mais dont j'incline à penser qu'il ne va pas accepter de participer à ce conseil de vieillards.

Cette proposition de Pinochet fait en réalité partie d'une série de manœuvres de la junte fasciste pour tenter d'améliorer son image auprès des Nations unies, quelques jours après que la commission ad hoc désignée par l'organisation internationale a déposé auprès de son secrétaire général un rapport accablant sur les violations des droits de l'homme au Chili.

IMAGES POUR CEUX DES CAMPS

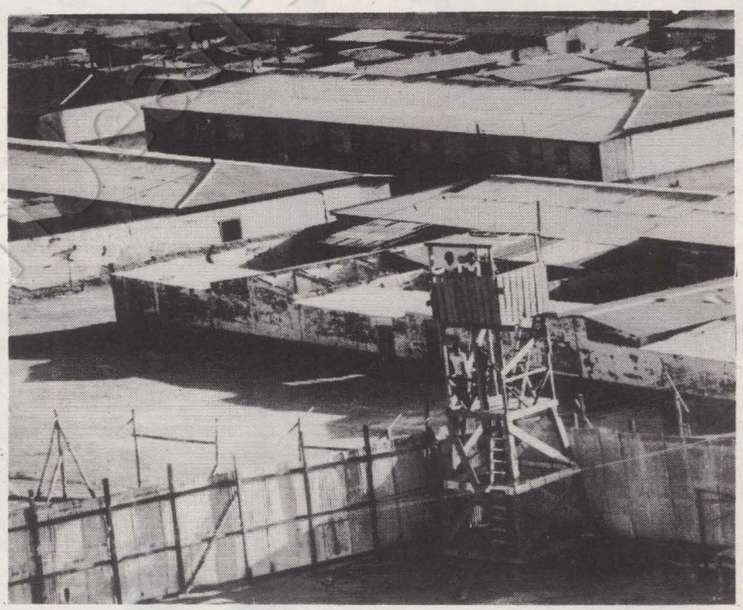
Comme pour marquer l'horrible anniversaire de cette deuxième année de la junte, les témoignages ne cessent d'affluer. Après ceux de l'Onu et de la commission de Stockholm (voir le précédent numéro de « l'Unité ») sur les emprisonnements, voici un long rapport d'Amnesty International décrivant tortures et conditions de détention. Du camp Pisagua au nord jusqu'à l'île Dawson au sud, ils sont 8 000 environ à croupir ainsi — 4 000, dit le ministre de l'Intérieur de Pinochet, qui multiplie les chiffres fantaisistes, faute sans doute d'y inclure les détenus « disparus » dont il voudrait faire croire qu'ils sont allés s'entretuer en Argentine.

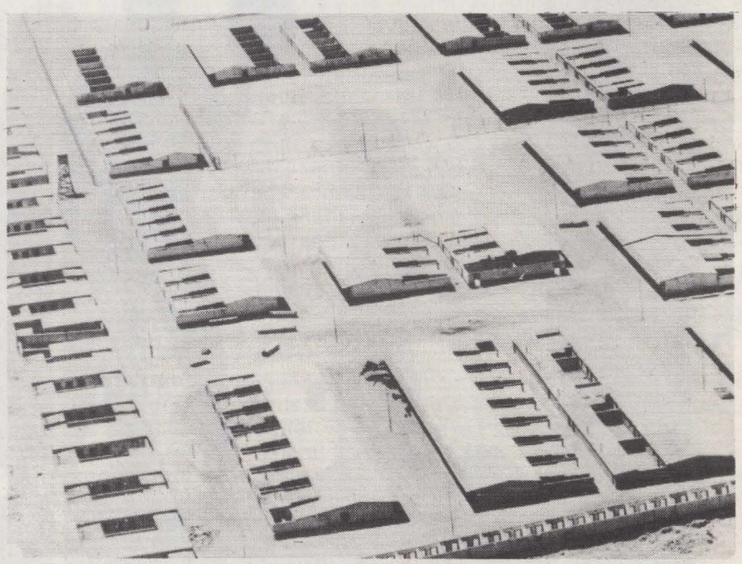
Voici, aussi, sur les camps de concentration chiliens, un témoignage par le film. Le plus important, peut-être : car si les récits et plus encore les chiffres peuvent ne pas nous pénétrer très profondément, l'image nous apostrophe toujours avec violence. Cela s'appelle « J'étais, je suis, je serai » et c'est accablant.

Auteur déjà de « La guerre des momies » — et de « El golpe blanco », qu'on verra ultérieurement sur les écrans parisiens — l'équipe est-allemande de Heynowski et Scheumann a réalisé sur place « J'étais, je suis, je serai », au prix de mille ruses. Grâce auxquelles le film peut comporter aussi bien des interviews de Pinochet et de quelques séides que les presque insoutenables séquences filmées dans les camps, ponctuées d'entretiens-éclair avec des détenus, d'évocations des luttes militantes d'autrefois ou d'hier (le coup fasciste et l'incarcération dans les stades), de confidences racistes lâchées par un gardien-chef du camp de Chacabuco...

Dernières images : au camp de Pisagua, on contraint les prisonniers à un salut aux couleurs qu'ils doivent accompagner du chant de l'hymne national. Et là, exception unique parmi tout ce qu'on leur impose, c'est avec ardeur qu'ils se mettent à la tâche. Parce que, en dépit de tout ce qu'il leur faut endurer, ce chant — le même, comme le rappellent quelques images, qu'ils entonnaient naguère avec Salvador Allende — leur parle malgré tout d'espoir.

S.R.





UN MOIS DE SOLIDARITE

L'Association France-Amérique latine (11, rue du Caire, Paris-2e) vient de lancer un mois de solidarité avec le Chili, accompagné d'un appel à l'aide en faveur des prisonniers politiques et à leurs familles. Pendant ce mois, différentes manifestations auront lieu. Une collecte est organisée pour les prisonniers politiques. Une campagne « Vérité sur le Chili » est mise en place dans le but de « briser le mur du silence qui, depuis quelque temps, entoure le drame quotidien vécu au Chili ».

— Peut-on élargir la question qui concerne Frei personnellement et savoir quel est aujourd'hui le comportement de la Démocratie chrétienne vis-à-vis de la junte ?

— Frei lui-même et la Démocratie chrétienne en général se trouvent à l'heure actuelle dans une attitude critique vis-à-vis de la junte. Il y a quelques semaines, dans une déclaration à la revue de la Démocratie chrétienne qui est autorisée à paraître à Santiago, Frei s'est montré extrêmement sévère sur la politique économique du gouvernement fasciste mais sans évoquer du tout la violation des droits de l'homme, les tortures, les camps de concentration et les disparus. On peut donc en conclure que la Démocratie chrétienne, y compris Frei, prend ses distances à l'égard de la junte. Et nous pensons que les contradictions entre elles vont encore s'aggraver.

— Et la position de l'Eglise ?

— Une grande partie de l'Eglise a condamné, dès le début, la junte fasciste. Les Chiliens n'ont pas été surpris de constater, par exemple, que le cardinal Silva Enriques a eu un comportement beaucoup plus courageux que Frei, qui se dit pourtant à la fois chrétien et démocrate. Le cardinal a condamné la violation des droits humains, alors que Frei n'intervient jamais dans ce domaine et préfère s'en tenir aux problèmes économiques. Je peux dire que l'Eglise a maintenu et même renforcé sa position critique à l'égard du fascisme chilien.

— Comment peut-on définir la position actuelle des Etats-Unis à l'égard de la junte de Pinochet ?

— Nous pensons que les Etats-Unis sont actuellement placés devant une alternative délicate. D'une part, l'image sanglante de Pinochet ne leur est pas favorable dans les instances internationales, à l'Assemblée de l'Onu, et leur crée donc des problèmes sérieux. D'autre part, il ne leur est pas facile d'opérer un changement de personnes qui leur permette de maintenir leur système de domination au Chili. Cependant, nous pensons que les Etats-Unis préféreraient avoir aujourd'hui quelqu'un d'autre que Pinochet à la tête du pays. Mais, encore une fois, le problème est difficile. Il y a eu depuis deux ans 40 000 personnes assassinées au Chili, un pays démoli, des milliers et des milliers de torturés, d'exilés. Il n'est donc pas aisé de revenir même à une apparence de démocratie et de légalité.

En même temps, les Etats-Unis, surtout au moment où ils se trouvent engagés à nouveau dans un processus électoral, ne peuvent appuyer publiquement la junte fasciste. C'est pourquoi, par exemple, ils lui fournissent des armes à travers des pays tiers. On sait que le Sénat américain a rejeté toute aide économique au Chili, mais cela se réalise par des voies indirectes.

La politique américaine est donc tout à fait ambiguë. Publiquement elle paraît boycotter la dictature dirigée par Pinochet. J'insiste bien là-dessus : elle ne s'oppose pas à la dictature mais à la personne de Pinochet qui a trop de sang sur les mains aux yeux de l'opinion publique internationale. Mais, en même temps, les Etats-Unis font tout pour maintenir leur système de domination en Amérique latine. J'ai déjà parlé de l'internationale de la torture, de la police, des services de renseignements dont le rôle est d'empêcher le développement de tout mouvement progressiste et révolutionnaire sur le continent latino-américain.

— Compte tenu de cette situation en Amérique latine, comment peut-on apprécier les changements qui viennent de se produire au Pérou ?

— Nous pensons que les changements politiques qui viennent de se produire dans le gouvernement du Pérou sont positifs. Ils réaffirment une ligne de gauche et nationaliste dans ce pays. Le nouveau président du Pérou, le général Morales Bernudez, va non seulement poursuivre dans la ligne suivie jusqu'ici par le général Velasco Alvarado, mais va sans doute aller plus loin. Les changements à l'intérieur même du gouvernement nous semblent être une garantie dans ce sens, notamment du fait de la promotion à des postes importants des généraux aux idées les plus avancées. Il y a donc une réaffirmation positive d'une volonté progressiste, nationaliste et tiers-mondiste dans la direction de la politique péruvienne.

— Certains journaux ont parfois tendance à rapprocher les événements du Portugal de ceux qui se sont produits au Chili. Ce rapprochement a-t-il un sens ?



Quatre jeunes femmes de « disparus » chiliens font la grève de la faim à Saint-Germain-des-Prés.

— Le Parti socialiste chilien a fait récemment une déclaration sur les problèmes du Portugal. La situation de ce pays nous préoccupe gravement. Nous ne voulons pas intervenir dans la politique portugaise. Notre parti a toujours été lui-même un parti socialiste indépendant et nous pensons que chaque parti révolutionnaire doit exprimer la réalité de son propre pays. Nous n'entendons donc pas donner de conseils à telle ou telle force révolutionnaire du Portugal. Nous pouvons seulement parler de notre propre expérience. Elle nous enseigne que l'unité est fondamentale, que l'on ne peut faire avancer le mouvement social dans un sens progressiste sans l'unité des partis de la classe ouvrière. Au Chili, il s'agit des Partis socialiste et communiste et nous pensons que ce concept est également valable au Portugal. Nous comprenons bien qu'au Portugal comme au Chili, il n'est pas facile de réaliser cette unité, qu'il faut lutter contre toutes les déviations et tous les sectarismes profondément enracinés. Mais l'objectif supérieur exige de surmonter et de vaincre les déviations et le sectarisme.

Nous pensons aussi, eu égard à notre expérience, que pouvoir compter sur d'importants secteurs radicalisés dans l'armée est un fait extraordinairement positif. Au Portugal, à l'inverse de ce qui est arrivé au Chili, l'armée a été un facteur décisif, déterminant, de la libération du pays, de la décolonisation et de l'avance sociale. Ce serait une très grave erreur de la part de l'avant-garde révolutionnaire de ne pas apprécier ce fait à sa juste valeur. Au Chili et dans la majorité des pays de l'Amérique latine l'armée est précisément la garde prétorienne des grands intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Il est donc essentiel que les partis de la gauche soient conscients de l'importance de ce facteur dans le développement révolutionnaire du Portugal.

Enfin, nous pensons que toute action menée au Portugal contre ce qui menace la liberté et la démocratie, d'où que vienne cette menace, est positive. Mais la lutte pour la défense et le renforcement de la démocratie ne doit pas servir à consolider là-bas les forces qui s'opposent au processus révolutionnaire et cherchent à empêcher les grandes transformations nécessaires. Pour nous, la lutte pour la démocratie n'est pas incompatible avec la lutte pour le socialisme. Parfois, nous avons l'impression qu'en Europe on insiste davantage sur la lutte pour la liberté et la démocratie et pas assez sur les transformations révolutionnaires de la société portugaise. Pour nous, démocratie et liberté vont de pair avec le socialisme. Telle est donc notre principale préoccupation vis-à-vis du Portugal. Notre solidarité va au Mouvement des forces armées, au Parti socialiste portugais, au Parti communiste. Nous sommes convaincus que ces trois forces, qui sont l'expression authentique de l'Histoire du peuple portugais, doivent se mettre d'accord pour continuer à avancer ensemble sur le chemin de la démocratie et du socialisme.

Propos recueillis par CLAUDE ESTIER et SERGE RICHARD

Portugal

UN DESERT CULTUREL

Gérard Descotils, membre de l'équipe du secrétariat national à l'Action culturelle du Parti socialiste, a passé quelque temps de ses vacances au Portugal. Son attitude y a été assez différente de celle des observateurs habituels. Loin des meetings politiques, il s'est enfoncé dans les villages du nord du pays, dans la Sierra da Estrela. A Lisbonne, il a surtout interrogé des gens du milieu culturel. En résumé, il a voulu soulever le voile sur une réalité peu décrite : la vie quotidienne des Portugais et les conséquences qu'on peut en tirer pour le processus politique actuel du Portugal.

La dictature de Salazar n'a rien fait pour la culture. Ou plutôt, elle a tout fait pour qu'il n'y ait pas de vie culturelle vivante. Un seul personnage, Me Calouxte Gulbenkian, a donné au pays une fondation. Il s'agit d'un établissement privé qui, sous le régime dictatorial, a financé quelques manifestations prestigieuses en matière de musées, dans le domaine musical, en accordant quelques bourses. Cette fondation fonctionne toujours et les Arméniens qui ont pris la succession de Goulbenkian donnent aujourd'hui de l'argent à des groupes qui tiennent un discours nettement plus progressiste.

A part cela, le Portugal d'après le 25 Avril n'a pas hérité de grand-chose : quelques vagues conservatoires de musique, quelques théâtres de province qui accueillaient l'équivalent de nos tournées Barret, des salles privées dans la tradition française de 1920, avec théâtre de boulevard et revues qui ont juste changé de ton depuis le renversement de la dictature. La télévision était et demeure une catastrophe technique. En peinture, si l'on excepte Vieira da Silva, qui vit en France depuis 40 ans, rien ; au Musée national portugais de la peinture, on peut découvrir un merveilleux peintre qui date du XIVe siècle ; après, c'est le vide. Bref, la culture humaniste occidentale n'a pas pénétré. Seule s'est perpétuée une culture populaire orale basée sur la chanson et le folklore. C'est d'ailleurs la chanson qui « démarre » maintenant sur des fonds musicaux brésiliens, entonnant des chants sur la situation révolutionnaire, avec des gens tels que Luis Cilla, José Maria Branco, Teca Afonso, Chico Fanhais, Sergio Gaudinho.

Années-lumière de retard

Pour combler « ces années-lumière de retard », un certain nombre de groupes d'animation culturelle — amateurs ou professionnels — se sont mis au travail après le coup d'Etat du 25 Avril. Le plus connu est le groupe de Lisbonne, le Théâtre de « la Comuna ». L'inconvénient de ces groupes est qu'ils mélangent à qui mieux mieux Brecht, Artaud et Grotowski sans obtenir pour autant un résultat très honorable. Mais pas trace d'un théâtre vraiment portugais.

Le domaine de la création et de la diffusion culturelle n'est qu'un des aspects de la vie culturelle d'un peuple, au sens large. Pour comprendre ce désert, il faut aborder le désastre que Salazar a systématiquement organisé. Au Portugal, 40 % des adultes sont illettrés. Et même ceux qui sont allés à l'école, dès l'âge de 12 ans, ne participent plus qu'à une culture orale ; à 35 ans, ils savent encore un peu lire, mais ils ne savent plus écrire. Le pays détient le record européen de l'analphabétisme. Tout le monde le sait. On sait moins que toute la pyramide des études et de la conscience intellectuelle du pays est au même niveau. Seuls y ont échappé et sont devenus des intellectuels — avec le niveau de connaissances que cela sous-entend pour nous — les jeunes Portugais qui ont pu aller faire des études à l'étranger et qui y ont vécu. Car au temps de Salazar, à l'intérieur des frontières portugaises, c'était rigoureusement impossible. Le système était sciemment organisé de sorte que personne n'arrive à un niveau qui est celui de toutes les universités européennes. Exception a été faite dans le secteur technique, où il n'y avait pas de réel danger politique. Mais dès qu'il s'agissait d'une discipline plus spéculative, les programmes officiels tranchaient dans le vif. C'est ainsi qu'aucun Portugais n'est jamais venu, durant 40 ans, faire la moindre communication dans un congrès international scientifique, médical, philosophique ou économique !

Ce système d'étouffoir a régné sur tout l'enseignement. Prenons un exemple précis : la philosophie. J'ai rencontré un professeur de philosophie qui commence depuis 15 mois seulement à entrer en possession des livres qu'il souhaitait lire depuis 20 ans, depuis qu'il était étudiant. L'enseignement qu'il avait reçu et celui qu'il devait donner était basé sur une philosophie aristotélicienne, légèrement revue à travers les néo-aristotéliciens du XIXe siècle. Tout ce qui s'écartait d'Aristote ou de saint Thomas d'Aquin était éliminé. Spinoza était très critiqué. Tous les maîtres de Marx et Marx lui-même étaient ignorés. Jusqu'en 1954, Dieu était considéré comme un concept immuable et indiscutable. On avait bien essayé d'introduire dans les cours le positivisme au début du XXe siècle ; un projet de loi avait même été voté en 1908. Mais les décrets d'application ne sont jamais passés. Et il ne fallait pas compter sur Salazar pour modifier cet état de fait. En résumé, la philosophie enseignée au Portugal n'a jamais fait appel ni à la réflexion, ni à l'imagination, ni bien sûr à l'esprit critique des élèves. Elle contribuait surtout à installer et à emprisonner l'étudiant dans un système conformiste qui ne devait pas être remis en question. On comprend que, dans ces conditions, le Portugal n'ait pas produit beaucoup d'intellectuels pendant des décennies.

Si l'intellectuel manque à l'échelon national, il manque également à l'échelon local. Dans les villages où je suis allé, l'instituteur n'a rien à voir avec l'instituteur français de la IIIe République. La dictature en a fait un simple auxiliaire de l'Etat, un clerc qui applique les directives reçues, un cacique qui contrôle la vie du village. Il en résulte de la part des habitants une méfiance certaine : l'instituteur n'est pas intégré à la communauté culturelle du village. Le curé l'est plus — et en cela peut aussi jouer un rôle de chien de garde. Dans un pays qui ressemble à la France de 1880 le recrutement des séminaires est essentiellement paysan. Dans les campagnes, le curé, d origine paysanne, est généralement admis. Même s'il n'est pas visible. Car la séparation de l'Eglise et de l'Etat ayant été prononcée, aucun prêtre ne se promène dans les rues en costume sacerdotal. L'Eglise n'est pas visible, mais elle n'en est que plus puissante, par cette symbiose qui existe entre le curé — enfant du village ou d'un village voisin — et le village.

Villages repliés

De fait, dans le nord du Portugal, les villages vivent intensément, mais repliés sur eux-mêmes. Car, l'émigration mise à part, les paysans quittent très peu leur village. Leur vie est rythmée par les saisons et les travaux qui s'ensuivent. Leurs déplacements dans l'espace sont très courts : on va à la ville voisine quatre ou cinq fois par an pour des occasions exceptionnelles, pour faire des achats, pour un anniversaire ou un enterrement. La presse n'arrive pas, ou peu. Les échanges économiques sont parcimonieux : chacun vit de ses propres produits (moutons, légumes, etc.). Seul le poisson arrive de la côte.

Pour sortir la population de son introversion, il faudrait que les enfants puissent aller étudier à la ville. Or, en 1930, pour un Portugal de 6 millions d'habitants, on dénombrait à peine 11 000 lycéens. La situation n'a guère changé : actuellement, pour 10 millions d'habitants, on compte 37 000 lycéens et 40 000 lycéennes. On voit que la sélection est toujours aussi efficace. Dans un village, un cultivateur me disait : « Si je veux que mon fils aille au lycée, le lycée étant à 80 km, je dois le mettre en pension ; mais je n'ai pas l'argent nécessaire... » Le même cultivateur a ajouté : « La révolution sera là quand mon fils pourra aller au lycée. »

C'est ainsi que « la révolution » est ressentie dans les campagnes : en fonction de ce qui peut changer dans la vie du village. De Lisbonne et de ce qui s'y passe, les paysans se moquent éperdument. Sur un village de 400 habitants, 20 seulement ont mis les pieds à Lisbonne au cours de leur vie. Ils jugent les événements avec d'autres critères qu'une appréciation sur les péripéties politiques. Ils disent simplement : « La révolution n'a pas changé le niveau de vie. »



Fresque sur les murs de la capitale.

Dans les villages, le seul élément palpable est la toute nouvelle liberté de parole et de réunion. Avant, au sortir de l'église, le dimanche, personne ne restait trop à parler. Et ceux qui y restaient ne disaient rien d'important, à cause du flic — connu de chacun — qui se promenait de groupe en groupe. Maintenant, tout le monde parle. J'ai rencontré des vieillards qui n'arrêtent pas de parler depuis 15 mois. Ils s'étaient tus toute leur vie. Ils parlent. Ils disent n'importe quoi. Mais c'est émouvant de les voir ainsi. Là s'arrêtent ici les acquis du 25 Avril.



Fanfare de village près de Beira.



Jeune Troupe théâtrale à Lisbonne.



Fête religieuse.

Pauvre télévision

Dans les lycées, ce sont toujours les enfants des classes favorisées qui reçoivent l'enseignement. Chaque lycée a pris son autonomie. Mais pour devenir une foire d'empoigne entre la majorité de professeurs réactionnaires et le petit quart de professeurs progressistes. Ce conflit n'existe pas chez les instituteurs, qui sont en majorité progressistes ; n'oublions pas que ce sont eux qui ont fait bouger l'armée. Mais de façon générale, des conflits d'un autre ordre secouent les établissements scolaires : les enseignants socialistes et communistes se battent entre eux ; pendant ce temps-là, la population attend que l'enseignement change. Et les directeurs d'établissement, fonctionnaires sûrs mis en place sous Salazar et demeurés réactionnaires, se contentent de dire : « Tant que je n'ai pas de nouveaux programmes, je ne change rien. »

La télévision ne pourrait-elle pas permettre, notamment pour les campagnes, de suppléer aux carences du système d'éducation ? Hélas ! elle n'est absolument pas adaptée aux horaires et aux besoins des

→

UN DESERT CULTUREL

→

paysans. C'est-à-dire de 60 % de la population portugaise. Les divertissements ont été pratiquement supprimés des programmes. Et ceux qui les remplacent n'allèchent guère les familles dans les villages. Prenons une soirée type : au début, on a eu droit à une pièce de Sean O'Casey qui parlait d'un médecin de dispensaire très méprisant à l'encontre de ses patients pauvres ; ensuite a été diffusé un reportage sur un groupe de théâtre amateur qui allait faire de la « dynamisation culturelle » à la campagne : enfin à 23 heures a commencé un discours de Vasco Gonçalves : il a duré deux heures ! Il va sans dire que la pièce a été accueillie par les paysans comme une pièce de Brecht peut l'être par des gens qui viennent par hasard. Quant au sujet du reportage, il était totalement étranger à la culture des gens du village ; enfin, un paysan qui se lève à l'aurore ne va pas écouter un discours à une heure si tardive. Comment une télévision de ce genre pourrait-elle jouer un rôle éducatif ?

Surtout du concret

Alors, c'est vrai, on peut se demander : qu'attendent donc les paysans portugais de la Révolution et du socialisme ? Pourquoi donc ont-ils voté à gauche ? Après le 25 Avril, le M.f.a. a saisi l'incroyable fossé qui séparait Lisbonne du reste du pays : il a aussitôt mis à l'œuvre des « groupes de dynamisation culturelle » qui sont partis expliquer le mot « socialisme ». Au moment des élections, la population a dit : « Nous sommes d'accord avec le socialisme, nous allons voter M.f.a. » Quand on leur a expliqué que c'était pour les partis qu'il fallait voter, ils ont choisi le Parti socialiste, surtout parce qu'il y avait le mot « socialiste ». Il est certain que ce fut déterminant pour une frange importante de la population. Le mot « socialisme » devait être interprété dans le bouillon de culture des discussions locales. Les paysans ont essayé de le traduire dans leur vie quotidienne. Ils ont transcendé leurs besoins de concret dans un espoir : le socialisme. Ne perdons pas de vue ce processus. Tout ce qui n'est pas concret n'entre pas dans la vie du village. Il y a chez le peuple portugais — à cause de l'absence de toute référence scientifique dans sa culture — une impossibilité totale à appliquer un raisonnement à autre chose qu'à du concret.

Ce peuple, depuis le 25 avril 1975, a découvert un vocabulaire qu'il ne connaissait pas et qui lui a été asséné par des gens qui ne le maîtrisaient pas : les comités de dynamisation du M.f.a. C'est dans ce vocabulaire qu'il a traduit ses espérances. Certains ont mis leur espoir dans le P.s. Très bien. Mais que ce parti se manifeste ! Maintenant, les paysans portugais attendent du concret, pas des mots.

Prenons un exemple. Pendant les cinq dernières années du régime de Salazar, un paysan a vainement attendu une adduction d'eau qu'on lui avait promise. Il réagit simplement : « Le socialisme va me l'accorder rapidement ». Répétons-le : les paysans représentent 60 % de la population. Et si la paysannerie ne se rallie pas au socialisme, on va vers une chouannerie — éventuellement récupérable par la droite, qui travaille déjà en ce sens. Or, le pouvoir central n'est pas opérationnel, n'embraie pas sur la réalité. Alors, que se passe-t-il ? On voit les gauchistes se lancer avec enthousiasme dans l'expérience des comités de travailleurs et des comités d'habitants. J'ai assisté à un comité d'habitants à Lisbonne. On y prend les problèmes à bras le corps : gardes d'enfants, poubelles, alignement d'immeubles, utilisation d'un terrains vague, etc. Mais quand une initiative est prise, il faut soit trouver une filière administrative qui sera lente, soit — avec la complicité du M.f.a. — se lancer dans une action sauvage qui risque d'être mal reçue.

D'où des conflits entre gens qui vont dans la même direction. C'est ainsi que le Théâtre de « La Comuna » s'est emparé, sur la place d'Espagne, d'un immeuble dont il veut faire son lieu de travail. Ce bâtiment abritait une crèche que la municipalité de Lisbonne a fermée en 1968 sans donner d'explication. La nouvelle municipalité de Lisbonne voudrait bien y rouvrir une crèche ; d'où problèmes et affrontement. D'où un curieux climat d'anarchie qui s'affirme d'autant plus fort qu'un ensemble de lois civiles héritées du salazarisme, et parfaitement rétrogrades, s'avèrent inapplicables. A cause de cela, quelqu'un qui a voulu divorcer le 27 avril 1974 n'est toujours pas divorcé à l'heure actuelle. C'est l'asphyxie.

Les intellectuels manquent terriblement. Par exemple, la trentaine de conseillers qui aident Mario Soares ne sont pas en nombre suffisant pour faire face à tous les problèmes. Il y a manque d'imagination certain. Cela est vrai pour tous les partis. C'est là un des plus graves problèmes « culturels » du Portugal : les diverses associations qui existent dans de nombreux pays, et qui constitueraient les rouages de communication nécessaires... n'existent pas au Portugal. En France, la Fédération des pêcheurs à la ligne, en luttant contre la pollution des rivières, joue un rôle politique indéniable, aide à renforcer les lois contre les pollueurs. Rien de tel au Portugal. Et c'est bien le problème : les partis ne sont pas en prise directe avec le pays. Actuellement, rien n'a été fait. Le domaine culturel le démontre amplement. Et les paysans portugais le savent bien, qui attendent toujours avec le mot socialisme à la bouche. Mais ils ne se contenteront pas toujours d'un mot.

GERARD DESCOTILS
(Propos recueillis
par JEAN-PAUL LIEGEOIS)

« Made in czarist Russia », annonce le dernier film de Woody Allen, « Guerre et amour ». Est-ce tellement un paradoxe de commencer un article sur le cinéma soviétique par l'évocation d'un auteur américain ? Pas si sûr. Le lien est autant dans tout ce que peut avoir de non anglo-saxon l'humour du petit Juif à grosses lunettes que dans le choix qu'il a fait du thème de « Guerre et amour » : une parodie démente du « Guerre et paix » de Tolstoï.

Adaptation très lointaine, on le devine. Rien à voir avec le gros album colorié de Serguei Bondartchouk sur le sujet, ni même avec quoi que ce soit de la réalité russe du XIXe siècle. Dans cette sombre histoire de famille, de guerre et d'épousailles, les seuls frères à être à l'honneur, ce sont les Marx. Pas les Karamazov. A l'heure de gloire du pastiche cinématographique et pour concurrencer sur ce terrain Mel Brooks, l'auteur de « Frankenstein Jr » — le seul rival à sa taille dans le cinéma comique mondial — Woody Allen retrouve ici la veine désopilante de « Bananas » et de « Prends l'oseille », qu'on croyait bien tarie avec ses films récents. Cet intermède slavisant n'est donc qu'un prétexte à recréer son personnage favori : le grand dadais timide et volontiers couard, obsédé par le sexe, complexé et un peu névrotique. Le petit Juif de Brooklyn perce constamment sous le Boris de Saint-Petersbourg et la plaisanterie yiddish sous les accents de la musique — authentique, elle — de Serguei Prokofiev. Pour le reste, c'est un délire de datchas, de comtesses incandescentes, de balalaïkas, de marchands de blinis, de danses bottées, de dialogues ou monologues style « Crime et châtiment », d'interrogations métaphysiques, d'intrigues amoureuses compliquées... Tolstoï, Dostoïevski, Tchékhov, le lion statufié d'Eisenstein, tout le monde passe à la moulinette de la moquerie.

Et nous, surtout : car ce que raille Woody Allen, c'est, finalement moins la Russie et sa littérature que la représentation folklorique ou « culturelle » que nous en avons, le pseudo-exotisme « vieille Russie » et les clichés sur « l'âme slave » qu'elles ont engendrés en Occident.

Au compte-gouttes

On voudrait se persuader que les choses ont, de ce point de vue, vraiment changé. Rien, pourtant, n'est moins sûr. L'accueil que fera le public français au beau film géorgien de Gueorgui Chenguelaia, « Pirosmani » — déjà présenté ici en 1972 à la Quinzaine du cinéma soviétique — permettra de s'en faire une idée.

« Pirosmani », c'est l'histoire de la vie d'un grand peintre naïf de Géorgie, Niko Pirosmanachvili : une vie déchirée, où l'artiste, après avoir vainement essayé de subsister

LOIN DES BALALAÏKAS

d'un petit commerce, exécute en échange d'un repas la décoration des tavernes. Puis mourra dans la misère et dans le mépris des « vrais peintres » qui ont décrété sans talent ce que faisait Pirosmani. Rien pourtant d'un documentaire, ni de l'évocation visionnaire du genre d'« Andrei Roublev », ni de la recréation lyrique d'une biographie comme celle de Van Gogh par Minnelli (« Lust for life »). « Pirosmani » est le triomphe de la discrétion, de la litote. Rien n'est ostensiblement montré et tout est dit : la vassalité de la Géorgie en ces premières années de notre siècle, mais aussi et surtout le rôle de l'artiste, le mécanisme de son travail individuel dans une culture historiquement et géographiquement située. Et tout le talent de Chenguelaia a consisté sinon à s'effacer, du moins à s'intégrer — par le choix de la couleur, la mise en place des personnages, la distorsion de la perspective, etc. — à la vision « naïve » du peintre, à la transposer à l'écran.

Une telle réussite est à mettre au compte de l'un des cinémas les plus riches d'Union soviétique : celui de la Géorgie. Après avoir connu de belles années avant la guerre — notamment avec Kalatozov, futur auteur du fameux « Quand passent les cigognes » — l'école de Tbilissi subit une éclipse de presque vingt ans, avant de pouvoir rivaliser désormais avec Moscou. Grâce à des auteurs comme Chenguelaia ou Otar Iosseliani, dont on a pu voir récemment en France « Il était une fois un merle chanteur ». C'est aussi dans les studios de la République de Géorgie que naquit « Le premier maître », qui a fait d'Andréi Mikhalkov-Kontchalovski l'un des « grands » du cinéma soviétique.

Car c'est un fait majeur que la floraison aujourd'hui de cinémas nationaux d'un bout à l'autre de l'U.r.s.s. Ce qu'on a appelé la « crise » du cinéma soviétique n'était sans doute que la crise du cinéma russe. Lettons, Turkmènes, Arméniens, Ukrainiens, Moldaves et surtout Géorgiens et Kirghizes apportent un sang neuf et, souvent, un ton nouveau. Ce ton nouveau que nous avait révélé il y a une dizaine d'années « Les chevaux de feu », de Serguei Paradjanov, qui fait l'objet ce mois-ci à Paris d'une réédition remarquée. Cet admirable film d'amour et de sang n'est pas seulement un « Roméo et Juliette » moderne à propos duquel Donskoï s'écriait : « Un génie est né ! » C'est aussi un poème dédié par l'Arménien Paradjanov aux Goutzouls, ce peuple des Carpates qui, à travers une Histoire agitée, a conservé l'accord avec la nature, un sens profond de la vie, de la mort et des mythes millénaires que réflètent ses traditions et son goût du magique.

Depuis, hélas, Paradjanov n'a pu nous donner la suite d'une œuvre qui s'annonçait exceptionnelle. Le thème des « Chevaux de feu » sentait-il le fagot, ou Paradjanov lui-même était-il aussi anticonformiste qu'on le disait ? Toujours est-il qu'il ne put, depuis, tourner qu'un film — présenté en version tronquée à Moscou et qui ne sortit jamais d'U.r.s.s. — cependant qu'une dizaine d'autres scénarios lui étaient refusés. Et, l'an dernier, un opportun procès de droit commun — précédé d'une campagne de presse l'accusant d'homosexualité active — le condamna pour « trafic d'objets d'art ». Six ans de prison...



Ce qu'on a appelé la « crise » du cinéma soviétique n'était sans doute que la crise du cinéma russe. Lettons, Turkmènes, Arméniens, Ukrainiens, Moldaves et surtout Géorgiens et Kirghizes apportent un sang neuf et, souvent, un ton nouveau.

Pour être moins cruel, le sort d'Andrei Tarkovski, l'autre grande révélation soviétique des quinze dernières années, est à peine plus enviable. On sait quelles formidables difficultés rencontra en U.r.s.s. la diffusion d'« Andréi Roublev », son chef-d'œuvre, et le retard avec lequel son « Solaris » *(voir le n° 104 de « l'Unité »)* fut programmé à Moscou. Au sujet de son nouveau film, « Le miroir », couraient dès avant sa présentation les accusations de subjectivisme et d'humanisme obscur — ce qui écarta sa sélection pour Cannes en mai dernier.

Dans ce contexte, que peuvent faire les créateurs ? Qu'est devenue l'école groupée il y a une douzaine d'années autour de Mikhael Romm ? A croire que, pour qui refuse les grandes machines hollywoodiennes de la Mosfilm, les éternels films de guerre, les drames sociaux pleins de héros positifs, le cocardier et l'académisme, il n'y a plus d'autre solution prudente que l'adaptation des classiques de la littérature russe — ce à quoi, par exemple semble s'être résigné Kontchalovski.

On souhaite, bien sûr, se tromper et que le cinéma soviétique regorge d'œuvres originales qui ne seraient pas parvenues jusqu'à nous. Il faut dire à ce propos combien est scandaleuse la façon dont les distributeurs français nous offrent au compte-gouttes la production de l'U.r.s.s. Certes, diverses initiatives commencent à briser ces pratiques. Au Festival d'Avignon, « la Nouvelle Critique » a présenté 30 longs et moyens métrages de cette production. Mieux encore : le groupe Unicité, qui vient d'organiser la sortie de « Pirosmani », compte poursuivre dans les prochains mois ce travail de diffusion avec des œuvres venues de Moscou, mais aussi de Tachkent et de Léningrad.

Il faut applaudir à ces efforts. Mais, au-delà, combattre l'ostracisme politico-commercial nous privant sans raison d'un cinéma qui ne produit pas moins de 250 films par an.

SERGE RICHARD

changer la vie culturelle

Télévision

EDELINE MARIÉ AVEC COQUATRIX

Des courbettes, une accolade, deux signatures : le mariage entre la Société française de production (ex-Buttes-Chaumont) et l'Olympia est consommé. La plus commerciale des entreprises de show-business en France entre dans le saint des saints : la télévision nationale. Jean-Charles Edeline, P.d.g. de la S.f.p., avait pourtant promis de « respecter la vocation de service public » de l'entreprise de production télévisée... Hérétique et parjure, il vient de déposer quelques millions de francs dans la corbeille de marié de Bruno Coquatrix, dans la boîte à sous des hit-parades. A la fin de la cérémonie, Coquatrix a dit à son conjoint : « Vous êtes un visionnaire » ; Edeline, civil et galant, s'est laissé aller à son émotion (financière) : « Quelle fierté pour moi de m'associer à un nom comme le vôtre. » Ah ! les belles familles...

Qu'y a-t-il dans le contrat dûment paraphé par les deux « conjoints » ? C'est très simple : les spectacles de music-hall de l'Olympia seront enregistrés et commercialisés par la S.f.p. A qui en voudra. Mais en priorité aux chaînes de télévision. Belle astuce : la redevance versée par les citoyens est partagée entre les différentes sociétés de télévision. Avec sa part de redevance, Edeline achète les spectacles de Coquatrix. Avec leur part, les P.d.g. des trois chaînes achètent le même produit à Edeline. Et le tour est joué ! Ainsi, l'argent du contribuable sert à enrichir Coquatrix et la société d'Edeline... tout à fait légalement. Conclusion des deux larrons — ne riez pas : « Nous ne sommes pas des vendeurs, ce n'est pas notre métier. Avant tout, nous sommes des enthousiastes. » Dans « la France du changement », l'enthousiasme est bien payé !

De mauvais esprits se demanderont sûrement où les « heureux époux » se sont connus. Réponse : à Cabourg. Dans cette ville de la côte normande où Coquatrix est maire et où Edeline fut administrateur du casino. Ces « vieux amants », c'est manifeste, n'attendaient que les deniers publics pour réussir leur vie privée. L'opinion appréciera.



nous sommes vos fils

L'AFFAIRE ROSENBERG

Les fils Michael et Robert parlent.

Avec plus de cent lettres inédites de Julius et Ethel. 1 vol. 43 F

Michael et Robert signeront cet ouvrage à la Fête de l'Humanité et dans 12 villes de France du 13 au 20 Septembre 1975.

EDITIONS SOCIALES/EDITEURS FRANÇAIS REUNIS

Disques

LE PRIX DU COURAGE

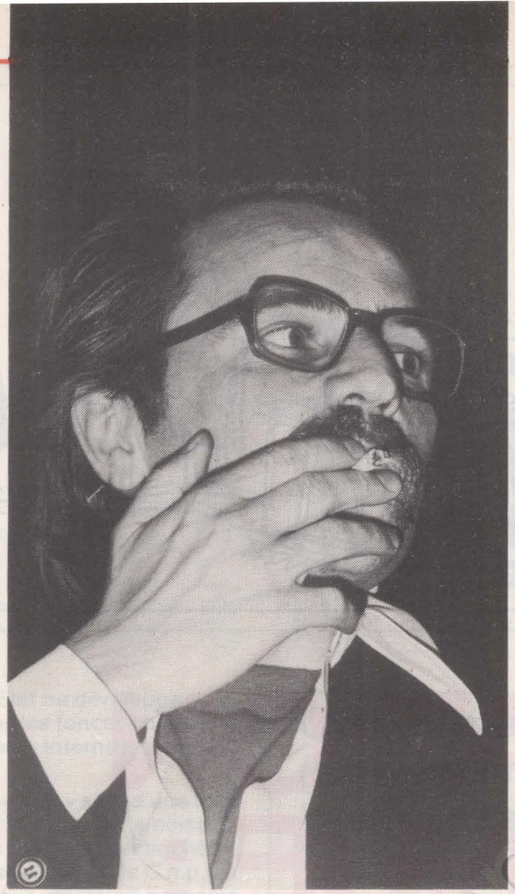
Etre éditeur de disques, c'est surtout être commerçant. De nombreux éditeurs, style Eddie Barclay, ne s'intéressent guère qu'à leur compte en banque. La soupe, en général, se vend bien, qu'elle soit populaire (disques de variétés) ou élitaire (disques classiques). Dans l'ivraie, on trouve cependant le grain rare : Michel Garcin, directeur artistique des disques Erato, fait partie de ceux qui songent à ensemencer avant de récolter. Aussi la récompense qu'il vient de se voir attribuer n'est-elle que justice : au cours du récent festival international de Montreux (qui s'est achevé au début de septembre), le VIIIe prix mondial du disque a distingué Michel Garcin en lui donnant le « diplôme d'honneur pour services rendus à l'art du disque ».

C'est le prix du courage. Face aux super-marchés de la production du disque (Polydor, Decca, Emi-Pathé, Columbia, etc.), Garcin a bâti un catalogue d'une modestie et d'une rigueur exemplaires. Il a pris le contrepied des recettes mercantiles habituelles : aucun opéra du XIXe siècle (du genre « coffrets à offrir en cadeau de Noël »), aucun interprète consacré (ce qui permet d'assurer la trésorerie de la maison) ; au contraire, une volonté de faire redécouvrir les petits chefs-d'œuvre oubliés, de porter au grand jour des centaines d'« interventions » sans lui demeurées inconnues. On lui doit notamment une « Encyclopédie de l'orgue » qui couvre cinq siècles et a permis d'enregistrer pour la première fois des « trésors enfouis » — et jamais interprétés — de tous les pays du monde. On lui doit les intégrales de cantates, de clavecin et d'orgue de Bach. On lui doit d'avoir été le seul à vouloir enregistrer systématiquement Xénakis. On lui doit d'avoir donné leur première chance à Jean-François Paillard, Marie-Claire Alain, Michel Corboz, etc. Michel Garcin a incontestablement aidé la musique et ses interprètes, et contribué à en élargir l'audience. Pour une fois un prix officiel justifié.

BIENVENUE A MONTPARNASSE

Jean-Pierre Millier pourrait se reposer sur ses lauriers : l'introduction de la chanson au Festival d'Avignon, c'est lui ; le Festival international de Folk de Cazals, c'est aussi lui ; Stivell remplissant le Palais des sports de Paris et un immense chapiteau en province, c'est encore lui ; les tournées de Claude Nougaro et de Léo Ferré, c'est lui bien sûr ; l'opération « Chanson pour aujourd'hui » la saison dernière au Théâtre de la Renaissance (avec Mouloudji, Anne Sylvestre, François Béranger, Gilles Vigneault et Pauline Julien), c'est toujours lui. Jean-Pierre Millier pourrait aller « pantoufler » tranquillement dans une maison de disques et soigner son livret de caisse d'épargne. Il préfère continuer la lutte : redonner une place importante à la vraie chanson, la lui rendre en la rendant au public malgré les tubes, malgré les gros sous, malgré les radios périphériques.

Sa prochaine bataille se situe rue de la Gaîté où Bobino n'est plus qu'un souvenir : au Théâtre Montparnasse, Alice Production (c'est l'identité sociale de Millier) présente Cora Vaucaire (jusqu'au 5 octobre), Roger Siffer (du 7 au 19 octobre), Anne Sylvestre (du 21 octobre au 16 novembre) et Félix Leclerc (à partir du 18 novembre). En plus, chaque soir à 18 h 30, il y aura un autre spectacle (comme au Théâtre de la Ville) : le Ballet-Théâtre Joseph Russillo ouvre le cycle. De vrais spectacles reviennent à Montparnasse. Bienvenue !



CONFESSION D'UN ENFANT DU DEMI-SIECLE

Il y a beaucoup d'expérience vécue dans « L'indésirable ».Même sans connaître en détail la vie de Régis Debray, qui pourrait ignorer sa participation aux mouvements qui bouleversèrent l'Amérique du Sud, alors que « Che » Guevara n'était pas encore ce mythe embaumé qu'il est devenu depuis que le légalisme est la règle d'action de toute une partie de la gauche sud-américaine ? C'est bien pourquoi d'ailleurs s'entrecroisent dans ce livre l'expérience personnelle et l'expérience politique.

Essayons alors d'imaginer que nous ne connaissions pas l'auteur. Tentative inévitablement un peu truquée, bien entendu, puisqu'il est impossible d'oublier l'essentiel, c'est-à-dire ce qu'il fut un moment, lorsque l'actualité (les mots admirables et féroces que l'écrivain Debray a pour dénoncer le sens de l'actualité vue par les journalistes — mes frères, quelle volée de bois vert !) braqua, comme on dit, ses feux sur lui. Avec moins d'émotion, d'ailleurs, que pour la pauvre femme prisonnière des révoltés tchadiens : après tout, n'est-ce pas, les engagés volontaires savent ce qu'ils font et ne sont plus « innocents », au sens où l'entendent ceux pour qui la peau ou la liberté d'un homme ont des valeurs différentes selon qu'il est ou n'est pas classé dans la catégorie des spectateurs.

Cependant, jouons le jeu en en connaisant les limites. Frank — personnage central — est Suisse. La Suisse — que nos amis suisses le pardonnent — a été exécutée définitivement en une phrase d'un film aussi célèbre par son thème musical que par son contenu, « Le troisième homme » : on y entendait Orson Welles affirmer qu'un pays qui n'avait d'autre invention à son actif que le « coucou-clock » n'existait pas. Frank est également révolutionnaire, trotskisant, engagé dans un Front créé par les communistes officiels. Un compagnon de route, par conséquent, mais à gauche.

Le voici en mission dans un pays sud-américain, dominé par les « impérialistes », c'est-à-dire les Nord-Américains, parce qu'il est gros producteur de pétrole. On peut imaginer qu'il s'agit du Venezuela, et par cette réalité politique et par les descriptions géographiques. En soi, aucune importance : l'Amérique du Sud tout entière a connu ou connaît un tel état de choses...

Le roman décrit ainsi une démarche parallèle. D'une part celle du Suisse Frank. D'autre part celle du révolutionnaire Frank. Mais cette géométrie n'est pas euclidienne et les parallèles se rejoignent dans l'unité d'un homme. Frank est un Suisse révolutionnaire. la Suisse étant prise comme le modèle le plus parfait, la quintessence, le concentré de l'Europe, de son passé, de ses limites et de ses malaises. Le choix n'est pas gratuit et a valeur d'enseignement. En cela, l'écrivain touche au général, à l'universel, crée un type au travers de son personnage. Rencontre non pas d'un nouveau monde, mais d'un autre monde, qui se caractérise aussi bien par son climat que par la mentalité de ses habitants. Le malentendu et le choc révélateur apparaîtront tout particulièrement dans l'amour que porte Frank à Célia, jeune femme qui passera de la situation de contact à celle de maîtresse sans perdre un seul instant ses propres caractéristiques, incompréhensibles pour le cerveau européen d'un Suisse mêlant le romantisme à la romance.

Doit-il heurter Régis Debray ? Le maître mot de ce livre est peut-être « romantique ». Le bon ton, c'est-à-dire la mode, lui accorde une signification souvent péjorative. Sans le romantisme et sans l'utopie, c'est-à-dire sans l'imaginaire introduit dans la vie concrète, le monde s'éclairerait toujours avec les torches enfumées des hommes de Cro-Magnon. Intégrer le romantisme dans l'analyse la plus rigoureuse, serait-elle marxiste, c'est se montrer plus fidèle à la méthode que ceux qui ne font intervenir dans l'équation que les données dites communément matérielles. Chaque être humain possède en lui une parcelle de non-ordre, capable de le sortir de lui-même. C'est-à-dire de le propulser hors des entraves de la gravitation propre aux sociétés. Il ne s'agit pas d'opposer l'esprit à la matière ou l'âme au corps, mais de savoir que la matière est capable de créer elle-même sa propre sortie du commun, son propre désordre, comme un moteur qui s'emballe.

Frank est un moteur emballé, avec des ratés, qui sont ses moments de lucidité. Parfois, il découvre ce qu'il est, l'aspect apparemment absurde de la vie qu'il a choisie. L'éloignement de ses origines, l'illégalité qui est moins pénible par les dangers qu'elle fait courir que par la médiocrité matérielle quotidienne qu'elle impose souvent et par la rupture avec le comportement « normal » — c'est-à-dire majoritaire — enfin, la perception d'une certaine forme de gratuité dans une action qui ne se soumet pas à une croyance dogmatique et révélée, autant d'éléments de réflexion sur soi-même auxquels se livre Frank et, par conséquent, Régis Debray. C'est vrai que le militantisme restera peut-être une des grandes questions que se poseront les historiens de l'avenir devant les XIXe et XXe siècles. Comme on peut s'en poser aujourd'hui devant les étranges ermites retirés dans le désert libyque au sommet d'une colonne. D'autant que le malaise de Frank ne se révèle pas uniquement par une comparaison avec la situation des non-engagés. Plus encore, ce sont les révolutionnaires verbaux d'une Europe devenue si lointaine qui l'imitent, dans un mélange d'envie et de remords. Révolutionnaires verbaux qui ne sont pas que les révolutionnaires de la pensée, bâtissant le monde futur avec une plume dans un bureau, mais également la plupart des militants peu pressés du Vieux Continent, calculant des stratégies des petits pas au nom du réalisme et d'une juste appréciation des rapports de forces.

Dans cette ville moderne bordée par la jungle, embuée de la chaleur tropicale, passant d'un soleil de plomb à des orages infernaux, la révolution est à l'ordre du jour et le clandestin imagine le proche demain qui le verra reposant ses bottes sur les fauteuils du palais présidentiel. La vieille Europe a perdu le rêve du grand soir qui, comme chacun le sait, était une aube triomphante. Et la Suisse n'a pas vibré depuis la vague révolutionnaire de 1848.

Un grand malade, tel est Frank. Malade d'un romantisme de notre temps, illustré par des écrivains aussi différents que Malraux, Hemingway ou Drieu la Rochelle. Un romantisme de l'action conduite à son point extrême et que l'Europe avait découvert dans les péripéties mortelles de sa deuxième guerre de Trente ans. Puis les batailles de Teruel ont émigré au Vietnam, à Cuba, dans les maquis d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique. Disons-le sans ambages : la romantique Europe se reconnaît mieux dans une Amérique du Sud qui lui renvoie les reflets de son propre passé que dans des combattants à la peau noire ou aux yeux bridés. Là-bas, c'est un peu la guerre d'Espagne qui se prolonge. Erreur, découvre Frank, dans les yeux de Célia comme dans la pluie sur la ville : c'est un autre monde.

Pour l'achever, le Parti communiste officiel abandonnera la guérilla. Tournant authentique, historique, connu par l'Amérique latine il y a plus d'une décennie. Frank écrira trois lettres, par une sorte d'exercice de style réconciliant dans leur diversité l'Européen, le révolutionnaire et l'amant. Puis il se suicidera utilement, en assassinant un trafiquant d'armes porteur des trois péchés : ancien fasciste, margoulin et détenteur — par nécessité révolutionnaire — du corps de Célia.

Et l'autre maître mot de ce premier roman de Régis Debray devient alors « lucidité ». Une sorte de grand règlement de comptes, pour se prouver qu'une page est tournée. Sans condamnation à l'égard de ce Frank devenu lointain, perdu dans la mémoire. Celui qu'on a été, sans qu'il soit question de regretter d'avoir été cet homme-là. Mais pour cet homme-là, restant le même, il n'y avait d'autre porte de sortie que la mort. Le compte est réglé, donnant une œuvre saisissante, qui vous brûle encore longtemps après qu'on l'a quittée.

GEORGES FRAMERIES

(1) **Régis Debray : « L'indésirable » (Editions du Seuil).**



FORMATION CONTINUE : UN ENFANT QUI A MAL TOURNE...

16 juillet 1971. Les chantres de la « nouvelle société » entonnaient l'hymne à la « formation continue ». Grâce à cette trouvaille, la société française allait être « débloquée ». Venaient enfin les temps bénis de l'égalité des chances et de la promotion sociale...

Sur le moment même, les observateurs les plus conscients remarquèrent que la loi ne faisait guère qu'entériner les dispositions élaborées le 9 juillet 1970 par le C.n.p.f., la C.n.p.m.e. et les confédérations syndicales. Il y avait pourtant deux choses véritablement nouvelles : le droit au congé-formation et l'obligation financière faite aux entreprises de plus de dix salariés de consacrer une part de leur masse salariale à la « formation professionnelle continue ».

Le droit au congé-formation était, certes, soumis à maintes restrictions. Le salarié devait avoir deux ans d'ancienneté, ne pas avoir obtenu de diplôme depuis trois ans, ne pas être allé en formation depuis un an au moins. Il fallait aussi que l'effectif des salariés en formation n'excède pas 2 % de l'effectif total de l'entreprise ; enfin, le congé ne pouvait excéder un an (1 200 heures) et les frais en incombaient intégralement au salarié, sauf si le stage suivi était agréé par une commission paritaire de l'emploi (C.p.e., il y en a une par branche d'activité), auquel cas les 160 premières heures de formation étaient rétribuées selon un tarif forfaitaire dépendant du niveau de la formation. Si le stage était agréé par l'Etat et inscrit sur une liste ad hoc, il donnait lieu au versement du S.m.i.c. au salarié pendant toute la durée de l'action.

Quant à l'obligation financière, elle était fixée à 0,8 % de la masse salariale en 1972, à 1 % en 1973, et on devait progressivement atteindre 2 % en 1976.

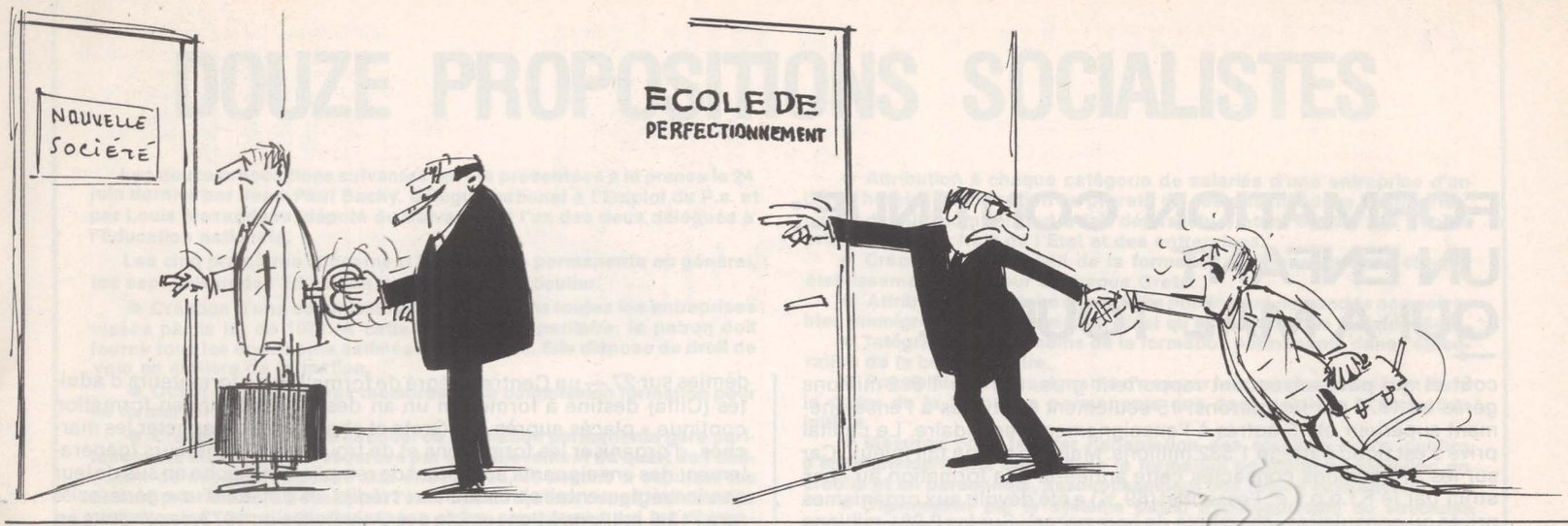
Force est bien de constater que, de ces deux dispositions, seule la seconde a fait l'objet d'une application réelle, quoique partielle. Les 0,8 % ont représenté 2 820 millions de francs en 1972. On est bien passé à 1 % en 1973 (3 390 millions). Mais, depuis, en raison de la « conjoncture », on est resté à 1 %, soit environ 4 100 millions en 1974, et il est prévu de demeurer à ce pourcentage en 1976. Quant au droit au congé-formation, il n'est pas — ou guère — utilisé par les travailleurs. Faute d'information sans doute, mais aussi faute de moyens. La loi de 1971 accordait un droit sans la possibilité matérielle de l'exercer. En 1973, 3 % des stages n'ont pas été rémunérés. Cela donne la mesure — modeste — dont les salariés ont tiré parti de ce droit. A tel point que, le 1er juillet dernier, Paul Granet, secrétaire d'Etat chargé de la Formation professionnelle, reconnaissait que ce problème devait faire l'objet de discussions entre patronat et syndicats.

Dans ces conditions, ce sont bien sûr les entreprises elles-mêmes qui gèrent, finalement, la formation continue, tandis que l'Etat n'accroît que modestement son effort dans le cadre d'une politique qui vise à socialiser les activités non rentables.

Médiocre croissance

En apparence pourtant, les chiffres sont impressionnants. A la formation, l'Etat a consacré 1 723 millions en 1972, 1 885 en 1973, 2 323 en 1974 ; 2 713 millions sont prévus pour 1975. Cette progression est pour l'essentiel due à celle des dépenses de fonctionnement (où l'inflation, faut-il le dire, entre pour moitié), tandis que le pouvoir d'achat des dépenses d'équipement a régressé (263 millions en 1975 comme en 1973). Ce n'est là, toutefois, qu'illusion. Le nombre des auditeurs a en effet diminué depuis 1972 (956 000, contre 920 000 en 1974). Si les actions (essentiellement de conversion et de préformation) réalisées par l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (A.f.p.a.) ont regroupé en 1974 85 000 auditeurs (contre 76 000 en 1972), le nombre d'auditeurs dont le stage a été financé par le Fonds de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (F.f.p.p.s.e.) est passé de 718 000 à 666 000 (de 1972 à 1974). Malgré le développement du chômage, les actions de prévention et de conversion n'ont connu qu'une croissance médiocre (151 000 auditeurs en 1973, 7 000 de plus en 1974). Il reste donc à accomplir un effort d'autant plus gros que le public — dit prioritaire — auquel s'adressent les actions d'Etat (jeunes, femmes, immigrés, chômeurs) ne compte nullement parmi les bénéficiaires des dépenses patronales financées par le « 1 % ». Paul Granet en est d'ailleurs conscient, qui a obtenu que le budget 1976 accorde à ces actions une croissance supérieure (16 %) à celle du budget d'ensemble (10 %).

Fonds Jean-Jaurès



Cela toutefois ne saurait suffire. Par ailleurs, l'Etat ne développe quasiment pas la formation permanente de ses propres fonctionnaires, si ce n'est par la voie de la préparation aux concours internes, et exception faite des instituteurs.

Les problèmes soulevés par les formations « 1 % » sont d'une tout autre nature. Il y a beau temps, en effet, que le patronat a compris l'importance de la formation continue. S'il y a toujours, particulièrement chez les petits patrons, bon nombre de mécontents, le C.n.p.f. a une tout autre optique : « Il serait incohérent (...), déclarait François Ceyrac à Lyon en octobre 1970, de chercher à augmenter la productivité, de vouloir de meilleures possibilités de financement, de pousser à l'industrialisation tout en négligeant cet immense réservoir de richesses que sont les hommes. C'est pourquoi l'investissement éducatif s'inscrit désormais au premier plan des investissements rentables ». De fait, un nombre finalement limité d'entreprises ont choisi de se libérer de leur obligation de dépense en versant directement au Trésor tout ou partie de la somme due : sur les 3 575 millions de francs que représentait le « 1 % » en 1973, 185,3 seulement ont été versés au Trésor. Les entreprises ont donc dépensé, soit par elles-mêmes, soit par le truchement d'un organisme de formation, une somme de 3 390 millions qui paraît à première vue fabuleuse, alors qu'elle représente une dépense réelle beaucoup plus limitée.

Sur ces 3 390 millions en effet, 1 517 ont servi à payer les auditeurs dont le salaire a été maintenu. Comme, dans 99 % des cas, l'absence des personnels en formation est compensée par l'utilisation des réserves de productivité de l'entreprise, point n'est besoin d'engager de personnel pour les remplacer. C'est donc un véritable abus que de compter comme charge nouvelle ce qui n'en est réellement pas une. L'effort de formation proprement dit a été de 1 873 millions de francs. Mais comme, si cette somme n'avait pas été dépensée, elle aurait été incluse dans le bénéfice brut et, en tant que telle, soumise à un impôt de 50 %, il s'ensuit que l'effort véritable de formation consenti par les entreprises — nullement négligeable d'ailleurs — a été de 930 millions environ...

930 millions qui ont essentiellement été utilisés à l'intention des personnels d'encadrement et de maîtrise.

Selon une enquête remontant à 1973, mais récemment publiée, les manœuvres et les O.s., qui représentent 31,6 % de la population des entreprises de plus de dix salariés, constituaient 16 % des auditeurs, tandis que les employés et ouvriers qualifiés (46,9 % des salariés) ne fournissaient que 42 % des auditeurs. Cependant les techniciens et agents de maîtrise (14,7 % des salariés) fournissaient 25 % des auditeurs tandis que les ingénieurs et cadres, quoique fort minoritaires dans les entreprises (6,8 %) représentaient 17 % des auditeurs. En d'autres termes, un cadre avait cinq fois plus de chances de partir en formation qu'un O.s. Encore cette situation n'était-elle qu'une moyenne, due à l'effort des syndicats pour imposer la formation des travailleurs. Là où ils sont le plus mal implantés — dans les entreprises de moins de cinquante salariés —, les O.s. et les manœuvres ne constituaient que 7 % des auditeurs, et les ingénieurs et cadres 26 % ! Comme on voit, les chantres de l'égalité des chances par la formation continue dans sa version capitaliste ont bonne mine.

Encore ce qui précède est-il fort grossier. Il est vraisemblable que, calculées en nombre d'heures-auditeur (1), les disparités seraient plus grandes, car les actions suivies par les cadres sont probablement plus longues. Et ce serait pis si on effectuait le calcul des coûts de formation. Les 1 400 000 salariés qui ont, en 1973, suivi une formation, ont bénéficié de 70 h en moyenne, qui sont revenues en moyenne à 18 F l'heure-auditeur. Or un stage de coût moyen — par exemple un stage de « morphopsychologie » organisé par les Editions C.e.p.l. à l'intention des vendeurs, représentants et démarcheurs — revient à 50 F de l'heure (1 200 F le stage de trois jours, hors taxes). Mais il existe des actions à 80, 100, 150, 200, voire 500 F de l'heure.

Ou comment d'une belle idée « on » (gouvernement et patronat) a fait un beau fromage.

On serait naïf, au demeurant, de s'étonner de pareille situation : la loi, établissant la clause des 2 % d'absences simultanées, avait délibérément supprimé une disposition des accords de 1970 qui, à dessein, distinguait, pour les entreprises de plus de 500 salariés, entre cadres et non-cadres. De surcroît, il faut reconnaître que les travailleurs — les moins qualifiés notamment — ne se précipitent pas. Tout simplement parce qu'ils n'ont pas un bon souvenir de l'école et qu'ils ne veulent pas y retourner. D'autre part, suivre une action de perfectionnement professionnel — et cela demande beaucoup de travail, très pénible au début — n'est intéressant que si, à terme, on en profite par un meilleur salaire (ou même, simplement, un travail plus intéressant) : actuellement, c'est loin d'être le cas — au point, selon l'intéressé lui-même, de préoccuper Granet. Enfin, toute une fraction du patronat ne trouve aucun intérêt à envoyer en formation une main-d'œuvre employée à des tâches déqualifiées et appelée à les conserver. C'est le cas principalement du petit patronat. Quand on se résigne a organiser quelque chose, on le fait dans de telles conditions que les intéresssés en demeurent dégoûtés. Telle cette ouvrière spécialisée de la banlieue orléanaise, qu'on invita un beau matin à aller, avec quelques-unes de ses camarades, suivre un stage de quelques jours pendant lequel elle sua sur moult dictées et force rédactions. Après quoi elle revint sur sa chaîne...

Forbans de toute espèce

Or s'il en va ainsi, c'est principalement parce que la gestion de la formation continue est pour l'essentiel entre les mains du patronat. Sur les 1 708 millions consacrés aux dépenses de formation stricto sensu en 1973, 832 millions ont été directement dépensés par les entreprises après une consultation (souvent purement formelle, voire même inexistante) du comité d'entreprise, 730 millions au terme de conventions liant ces entreprises à des organismes de formation et 146 millions par le truchement des Fonds d'assurance-formation (F.a.f.). Or seuls ces derniers sont gérés paritairement par patronat et syndicats. Les organismes qui passent les conventions sont en revanche généralement des Asfo (associations de formation) patronales. Au total, c'est donc 1 562 millions, soit plus de 90 % des sommes issues du « 1 % » que gère le patronat.

Par-dessus le marché, ces fonds sont distribués à des entreprises privées de formation qui ont tout intérêt à promouvoir des actions sophistiquées (au moins en apparence) dont il est difficile d'estimer le

→

FORMATION CONTINUE: UN ENFANT QUI A MAL TOURNE

coût et qui par conséquent rapportent gros. Sur les 1 562 millions gérés en 1973 par les patrons, 15 seulement sont allés à l'enseignement supérieur et 15 autres à l'enseignement secondaire. Le capital privé s'est donc partagé 1 532 millions. Mais il a même fait mieux. Car sur les 373 millions consacrés cette année-là à la formation au sens strict par le F.f.p.p.s.e., l'essentiel (69 %) a été dévolu aux organismes privés ou consulaires (chambres de commerce). Sur les 2 081 millions de francs dépensés pour la formation continue (frais de formation exclusivement) en 1973, 1 740 millions sont donc allés au secteur privé, soit 83,6 %.

Moyennant quoi ce secteur a connu une hypertrophie des plus douteuses, qui commence à inquiéter même les responsables — et ils le sont ! — gouvernementaux. On ne sait pas très bien combien d'organismes, de sociétés, d'associations ou d'officines font aujourd'hui dans la formation. Les uns disent 1 500, d'autres avancent 4 000. Ce qui est sûr, c'est que des forbans de toute espèce se sont jetés sur le fromage : stages de « créativité » en montagne, en hôtel de luxe ; stages de « réflexion » à Tahiti ou autres lieux paradisiaques, avec « secrétaires » fournies, etc. Sans doute les exemples ne sont-ils pas très nombreux. Suffisamment pourtant pour que le gouvernement envisage de contrôler et, s'il y a lieu de réprimer, les organismes de formation. Encore y faudra-t-il une loi spéciale — qu'il faudra ensuite appliquer. Avec quels personnels, quand on sait qu'il n'y a pas 200 contrôleurs pour la France entière ?

Quant aux secteurs les moins rentables, l'Education (ex-nationale) est là justement pour les assumer. Ils sont de deux sortes. Ou bien il s'agit de formations hautement perfectionnées, qui exigent un matériel très coûteux et des enseignants de grande valeur, que seule l'Université (avec certains collèges et lycées techniques) est en mesure de fournir à des prix abordables et avec toutes les garanties scientifiques. Aucune officine ne s'y lance, car les investissements initiaux seraient énormes. A l'autre bout, il s'agit des formations les moins qualifiées, donc les moins juteuses, qui n'intéressent pas non plus les « marchands de soupe ». C'est ainsi par exemple que si le coût moyen de l'heure-auditeur des formations « 1 % » était, en 1973, de 18 F le coût moyen des formations assurées dans les Groupements d'établissements secondaires (Greta) était de 9,40 F. Quant aux stages financés par l'Etat dans les mêmes Greta, ils revenaient à 3,30 F (stages conventionnés), voire même à 2,60 F (stages de promotion sociale). Faut-il dire que ces formations concernaient surtout les niveaux V (C.a.p. et B.e.p.) et VI (aucune qualification) ?

En tout état de cause, la part de l'enseignement public sur le marché de la formation continue (3,3 %) est dérisoire, bien inférieure en tout cas à ses possibilités réelles. Si elle est très variable d'un endroit à l'autre, elle n'excédait pas, en 1974, pour le seul enseignement secondaire, 6 % du marché du « 1 % » dans l'académie de Reims (le record), 3 % dans les académies de Dijon, Lille, Versailles et Dijon, la moyenne nationale se situant à 1,8 %. Les disparités sont également très grandes du côté de l'enseignement supérieur. En 1974, ce dernier n'aura perçu que 34 millions (1,5 % du marché), contre 40 millions à l'enseignement secondaire, en pleins progrès.

En un combat douteux...

On aura tôt fait, naturellement, d'incriminer de-ci de-là l'immobilisme ou le conservatisme de la gent enseignante. Selon Paul Dijoud, le prédécesseur de Granet, l'enseignement public devait accepter la bataille avec le secteur privé — au risque de la perdre. Les idéologues officiels peuvent aujourd'hui conclure que le système public d'éducation n'a pas été à la hauteur... Quitte à omettre de « petits » détails.

Et d'abord que le ministère de l'Education nationale — sans lequel rien n'était possible — n'a daigné publier les textes indispensables que durant le premier semestre de 1973. Ce n'est qu'à ce moment que la Direction de la formation continue a nommé un délégué académique (Dafco) par académie. Ensuite on s'est décidé à créer — dans 15 académies sur 27 — un Centre intégré de formation de formateurs d'adultes (Ciffa) destiné à former en un an des « conseillers en formation continue » placés auprès des Greta et chargés de prospecter les marchés, d'organiser les formations et de trouver les formateurs (généralement des enseignants acceptant de remplir cette tâche en sus de leur service réglementaire). Quant aux crédits, ils ont été d'une générosité rare : 13,5 millions à l'ensemble des Universités en 1973, reconduits en 1974 pour « démarrer »...

Mais ce n'est pas tout. On ose supposer que les responsables gouvernementaux savaient que les règles de la comptabilité publique n'ont que des rapports lointains avec celles de la comptabilité commerciale. Les emprunts, notamment, n'y sont pas admis. Autrement dit, les amortissements doivent précéder les investissements — ce qui est inimaginable dans le secteur privé. L'enseignement public doit vendre ses formations... avant d'engager les frais de leur réalisation. Comment parler dans ces conditions de véritable concurrence — un service public n'ayant pas, au demeurant, à concurrencer qui que ce soit ?

Il faut croire pourtant que ces misérables enseignants en ont encore trop fait. Les succès de l'enseignement secondaire ont sans doute inquiété quelques « lobbies » haut placés. Une circulaire publiée le 17 juillet déclare tout de go « le nombre des collaborateurs du Dafco et (celui) des conseillers en formation continue ne devant plus s'accroître annuellement dans les mêmes proportions qu'en période de « décollage », c'est désormais à un « rythme de croisière »... » etc... On croit rêver ! Avec 3,3 % du marché, on a atteint le « rythme de croisière » !

Du coup, la même circulaire supprime les Ciffa et crée à leur place des « Centres académiques de formation continue » (Cafoc) dont le « personnel permanent » sera constitué par... un directeur d'études. L'administration matérielle des Cafoc (qui seront dépourvus de toute dotation propre) sera confiée aux centres régionaux de documentation pédagogique. Autant dire que ces Cafoc ne pourront aucunement remplir le rôle des Ciffa. Or le ministre sait parfaitement que c'est là où l'encadrement en conseillers était le plus important que les résultats sont les meilleurs — ce qui ne surprendra personne. Le sens de toute cette politique est donc parfaitement clair — et d'autant plus que les Cafoc pourront former des formateurs pour le compte des boîtes privées de formation !



DOUZE PROPOSITIONS SOCIALISTES

Les douze propositions suivantes ont été présentées à la presse le 24 juin dernier par Jean-Paul Bachy, délégué national à l'Emploi du P.s. et par Louis Mexandeau, député du Calvados et l'un des deux délégués à l'Education nationale.

Les cinq premières concernent la formation permanente en général, les sept suivantes l'Education nationale en particulier.

- **Création d'une commission-formation dans toutes les entreprises visées par la loi de 1971. A cette commission paritaire, la patron doit fournir tous les documents estimés nécessaires. Elle dispose du droit de veto en matière de formation.**
- **Octroi d'un congé aux membres de la commission formation pour se former à leur tâche.**
- **Création d'un Fonds national de Formation permanente géré paritairement, alimenté en ressources par un prélèvement du quart de l'obligation de dépense imposée aux entreprises, et destiné à impulser les actions prioritaires, à développer l'exercice du droit au congé individuel, à contrôler les formations dispensées et les organismes qui les dispensent ; suppression des Asfo et généralisation des Faf.**
- **Application des dispositions financières de la loi de 1971 (obligation de dépense portée à 2 % de la masse salariale en 1976).**
- **Attribution à chaque catégorie de salariés d'une entreprise d'un crédit horaire de formation au prorata de ses effectifs dans l'entreprise, un crédit minimum (et tout à fait dépassable) étant dévolu aux publics prioritaires, aux frais de l'Etat et des entreprises.**
- **Création d'un conseil de la formation permanente dans chaque établissement supérieur et chaque Greta.**
- **Attribution prioritaire des crédits publics aux demandes non solvables (immigrés, jeunes, femmes) ainsi qu'aux demandes individuelles.**
- **Intégration des besoins de la formation permanente dans l'élaboration de la carte scolaire.**
- **Possibilité aux enseignants d'assurer leur service aussi bien dans le cadre de la formation permanente que dans celui de la formation initiale.**
- **Mesures pour faciliter l'adaptation des établissements publics d'enseignement aux besoins de la formation permanente (dotation en crédits et en personnels, assouplissement des règles comptables).**
- **Organisation par le système public d'enseignement, de structures d'enseignement par unités capitalistes aboutissant à des diplômes de formation permanente**
- **Doublement des émissions radio-télévisées de formation permanente.**

Apanage du secteur privé, la formation continue le restera aussi longtemps que demeurera l'actuel gouvernement. Pour augmenter, au moins un peu, les chances du secteur public, il faudrait commencer par adopter les quelques mesures que vient d'exposer le Parti socialiste *(voir encadré)*. On va, aujourd'hui, dans une toute autre direction. Laissée aux soins du patronat, la formation continue ne revient à l'Etat que lorsqu'elle n'est pas rentable. Encore sert-elle souvent, dans ce cas, à mener surtout de grossières cavalcades publicitaires comme l'opération « 50 000 jeunes ». Lancée en catastrophe en janvier, celle-ci devait permettre à 50 000 jeunes de 16 à 20 ans dépourvus de formation de suivre un stage de préformation ou de formation. Mais si l'on a recensé 131 000 garçons et filles (dont 3 /4 de filles) susceptibles de participer à cette affaire, et si 57 000 ont donné signe de vie, 28 000 seulement se sont montrés intéressés, et 16 400 ont réellement suivi un stage (dont 3 /4 de garçons). Cela selon Granet. Selon des sources officieuses, ce sont seulement 9 000 jeunes qui ont participé à cette opérette, qu'on compte néanmoins renouveler. On peut mettre dans le même sac les stages de formation en entreprise que Chirac vient d'annoncer pour les jeunes chômeurs de la prochaine rentrée. Il a fallu préciser que les patrons n'auraient pas le droit de licencier du personnel pour engager ces « apprentis-stagiaires » payés au Smic (avec subvention d'Etat). La précaution est significative. Mais le patronat, vu la conjoncture, ne voit, faut-il le dire, qu'un intérêt réduit à l'affaire. Peu importe, elle aura fait du bruit.

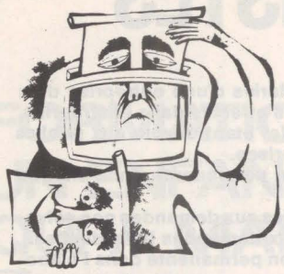
Réduite à ce rôle-là, la formation continue n'a plus qu'un rapport lointain avec les objectifs généreux de certains de ses initiateurs. Il importe donc de la relancer dans un sens démocratique. Ce qui pose en premier lieu le problème de son contrôle par les organisations syndicales. Au-delà est en jeu sa finalité même. Les opérations tam-tam de Granet-Chirac ne visent jamais qu'à « adapter » la main-d'œuvre. Et si Granet passe, comme on le murmure, à un autre poste, il en ira de même. C'est une politique de fond, qui a aussi inspiré Haby. Les « actions d'adaptation professionnelle » (encouragées par la récente loi) dès la sortie du système scolaire pour les jeunes peu ou pas qualifiés ne représentent que la première d'une série d'actions menées tout au long de la vie du travailleur pour l'adapter à la petite semaine aux postes de travail successifs où on l'expédie. Aucun rapport, faut-il le dire, avec la formation permanente envisagée par les syndicats et par la gauche, et qui, sur la base d'une formation professionnelle initiale complète, permettrait le développement de toutes les facultés (pas seulement professionnelles ou techniques) et favoriserait, par une série de diplômes de formation permanente délivrés par l'Etat et reconnus par les conventions collectives, la solution de ce qui constitue actuellement sa principale contradiction : la formation sans promotion.

JEAN-PIERRE MOULINS

(1) Produit du nombre des auditeurs par le nombre total d'heures de formation dispensées.



Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 19 SEPTEMBRE

Tribune libre : Force ouvrière (19 h 40, F.r. 3).

L'amour courtois et Giotto, mais aussi le grand commerce et les banques : les XIIIe XIVe siècles à la 3e émission de la série de Kenneth Clark, Civilisation (20 h 30, F.r. 3).

Pour son roman « L'indésirable » (voir en page 25), Régis Debray à Apostrophes, ainsi que Raymond Abellio et Olivier Todd (21 h 30, A 2).

Sur un scénario de Chandler, un film noir presque inédit de George Marshall, « Le dahlia bleu » (22 h 35, A 2).

SAMEDI 20

« Une vieille maîtresse » (1ère partie), d'après Barbey d'Aurevilly : une dramatique de Trebouta qui peut être tout à fait passionnante (20 h 30, F.r.3).

DIMANCHE 21

Une dramatique très attendue : « La reine de Saba » de Maurice Clavel et Pierre Koralnik (20 h 30, F.r. 3).

MARDI 23

Tribune libre : l'Ecole des parents (20 h 30, F.r.3).

Après un film falot (« Les grandes familles », de La Patellière),un débat qui peut ne pas l'être sur le capitalisme (20 h 30, A 2).

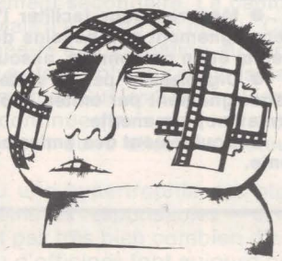
MERCREDI 24

En direct de l'Opéra de Paris : le « Don Juan » de Mozart (20 h 15, A2).

Un triptyque Maupassant dans l'un des plus admirables films de Max Ophuls, « Le plaisir » (20 h 30, F.r.3).

JEUDI 25

Un classique de film d'épouvante des années 60 : « Le cauchemar de Dracula » enluminé par Terence Fisher (20 h 30, F.r.3).



Cinéma

*** Richard Brooks : Bas les masques.**

Réédition d'un film très — et un peu trop — idéaliste sur la presse, remarquablement tiré par Bogart.

*** Ken Shapiro : The groove tube.**

Une série de sketches, d'un niveau très irrégulier, en forme de satire de la télévision américaine. Deux ou trois sont drôles. C'est peu mais, de nos jours, c'est beaucoup...

*** Festival Eisenstein.**

Cinq grands classiques à La Pagode, accompagnés d'une exposition de dessins du grand Serge Mikhailovitch.



Livres

SOCIETE

*** Guy de Faramond : La Suède et la qualité de la vie (Editions du Centurion).**

Le titre même de la collection (Basic) l'indique bien : sur un grand thème d'actualité (autres titres : la Palestine, les multinationales, l'énergie) un vademecum concis et commode. Celui-ci, sur la Suède de 1975 — politiques économique, sociale, familiale, de protection de l'individu, de l'environnement, etc. — tient, dans ces limites, toutes ses promesses.

*** Anne-Marie Dardigna : Femmes femmes sur papier glacé (Maspéro).**

Les analyses de contenu sur la presse féminine ne manquent pas (par exemple, le récent « La femme et ses images » de Pascal Lainé). Pourtant « Femmes femmes » restera l'une de celles qui, politiquement, vont le plus loin.

*** Centre d'études de presse : La presse et l'événement (Mouton).**

Les sciences humaines françaises ont entrepris de rattraper leur retard dans le domaine de la communication. Une équipe de l'université de Bordeaux III, groupée autour de André-Jean Tudesq et Robert Escarpit et s'adjoignant un praticien de la presse, mène à bien ici une étude — appuyée par l'analyse fouillée d'un cas, l'opération spatiale Apollo XI — sur « l'événement ».

*** Jacques Sallebert : Entre l'arbre et l'écorce (Stock).**

Il n'est pas certain qu'un journaliste qui « se raconte » passionne les foules. Mais, à travers l'itinéraire d'une « vedette » de l'O.r.t.f. tour à tour mise au pinacle et « au placard », quelques chapitres bien instructifs sur la façon très particulière dont le Pouvoir gaullo-pompidolien concevait ses rapports avec la télévision. Nul doute que Sallebert nous donnera bientôt une nouvelle édition expliquant en quoi aura constitué le « changement » giscardien...

*** André Bercoff : L'autre France (Stock).**

Peut-on, sous une même étiquette « under-presse », rassembler sans arbitraire « Actuel » et les publications écologiques, « Combat non-violent » et les fanzines, le Cap et « Rictus occitan » ? La France marginale, faute d'avoir fait « la » grande révolution, en a au moins réussi une qui n'est pas forcément petite : la rupture du « discours » de presse traditionnel. Ce panorama bien enlevé permet d'en juger.

POLITIQUE

*** Chantal Dupille : Moi, j'aime pas Giscard (Editions Balland).**

On a pu compter, il y a plus d'un an, 12 971 604 Français qui partagent le point de vue de Chantal Dupille.

*** L'Arc, n° 61 : Simone de Beauvoir et la lutte des femmes.**

Ce n'est pas une revue de plus sur les femmes, c'est un ensemble de contributions sur la ou les façons dont les femmes luttent pour leur libération.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F* ☐
normal d'un an à	*120 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes (Paris 9e) - Tél. 878.40.73

Administration : 41 bd de Magenta (Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul, Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

Capitalisme

CRISE ACTUELLE... CRISE DU SYSTEME

L'ensemble du monde capitaliste occidental connaît sa plus grave crise depuis les années 30. Cette réalité, nul ne songe plus maintenant à la nier. Mais ce qu'il est intéressant de constater, c'est que, par suite de l'interdépendance croissante des économies, les mêmes problèmes, ou à peu près, se posent aujourd'hui aux différentes nations et que les mêmes remèdes sont envisagés. Leur peu d'efficacité tient au fait qu'ils se situent à un niveau conjoncturel, alors que la crise est profondément structurelle.

Après la grave dépression de la fin de l'année 1974 et du premier semestre de 1975, un premier palier dans la crise est atteint. Une reprise s'amorce aux Etats-Unis, au Japon et même en Allemagne. Certes, pour d'autres pays (Grande-Bretagne et Italie) la récession va encore se prolonger, mais leur poids économique n'est pas comparable, car ils suivent plus qu'ils n'imposent le rythme général d'activité créé par les échanges des grands pays.

Mais ce qu'il faut essayer de prévoir, c'est l'ampleur et la durée de cette période de reprise. Il faut reconnaître qu'après avoir cru à un redressement assez rapide, même s'il avait été provisoire, de l'économie américaine, le très sérieux « International Herald Tribune » titre dans son éditorial économique de lundi dernier : « Les espoirs d'un rapide retour à la normale s'estompent, le pessimisme croît ». Quelles sont les raisons de ce diagnostic qui remet sérieusement en cause les espoirs d'un vrai redémarrage ?

Elles sont, à mon avis, au nombre de deux.

▶ La persistance de l'inflation : malgré une chute de la production de plus de 10 %, les rythmes de hausse des prix restent encore très élevés, sauf en Allemagne. Et, dès que la moindre reprise se déclare dans un secteur, les industriels et les très gros commerçants augmentent leurs prix pour équilibrer des comptes d'exploitation qui ont largement souffert ces derniers temps. Dans le système libéral, la clé des profits est dans la main des entrepreneurs par le jeu des prix et il n'est donc pas étonnant qu'ils usent de cette facilité dès qu'ils le peuvent. On met ici le doigt sur une des tares du système.

▶ Le commerce international est en chute libre : il connaîtra en 1975 une décroissance de 10 % en volume, pour la première fois depuis la guerre. Le rétablissement des équilibres commerciaux s'est fait au détriment de pays dominés qui ont vu, eux, leurs déficits continuer à s'alourdir. Ce mécanisme a des limites, car les pays dominés sont vite acculés à la dévaluation massive ou à la cessation de paiements (surtout si les prix des produits qu'ils vendent diminuent — matières premières), en même temps qu'il renforce la constitution de zones commerciales privilégiées pour chaque pays, où la pénétration étrangère est rendue plus difficile.

Or, face à cette situation, pour préserver leur équilibre extérieur et pour ne pas accroître l'inflation, les dirigeants des principales économies occidentales ont choisi, comme la France, la voie de l'austérité pour les ménages modestes par une réduction de leur pouvoir d'achat, une relance de l'investissement par le biais du déficit budgétaire massif. Mais cette façon d'agir trouvera rapidement ses limites sociales et économiques.

PAR CHRISTIAN GOUX

Le prix payé par les salariés et notamment par les salariés modestes dans la première phase de la grande crise des années 70 est très lourd.

Détérioration du pouvoir d'achat, chômage partiel ou total, apparition d'une armée industrielle de réserve de près de vingt millions de personnes dans le monde occidental, voilà la triste réalité en cette fin d'année 1975.

Certains auraient pu naïvement penser que, dans la phase nouvelle qui nous attend, les gouvernements capitalistes auraient envisagé de relancer la consommation des ménages par des mesures adéquates, tout en prenant de sérieuses dispositions pour arrêter l'inflation à sa source, c'est-à-dire au niveau des prix des produits industriels décidés par les grandes firmes multinationales.

Rien de tout cela n'a été envisagé pour une raison bien simple. Une reprise non inflationniste de la consommation suppose un nouveau partage salaires-profits dont aucune classe au pouvoir ne veut entendre parler. A cela s'ajoute la nécessité, en période de crise du commerce extérieur, de réduire les importations pour équilibrer au mieux la balance commerciale. Une véritable relance sans réforme de structures ferait brutalement repartir les importations. Elle est donc impossible dans la logique actuelle.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de constater que dans aucun pays occidental une relance de la consommation soit à l'ordre du jour. La seule action envisagée est celle du déficit budgétaire dont on va voir l'ampleur et les limites. Aux Etats-Unis, le déficit budgétaire sera de juillet 1975 à juillet 1976 de 80 milliards de dollars, en Allemagne, il s'alourdit au fil des trimestres et, en 1975, atteindra 70 milliards de marks et sera à peu près maintenu en 1976. Au Japon, il en est de même. Le déficit sera, pour l'année fiscale 1er avril 1975 - 1er avril 1976, de 3 000 milliards de yens. Quant à la Grande-Bretagne, le déficit est un problème classique, traditionnellement lié à la couleur politique de l'équipe au pouvoir.

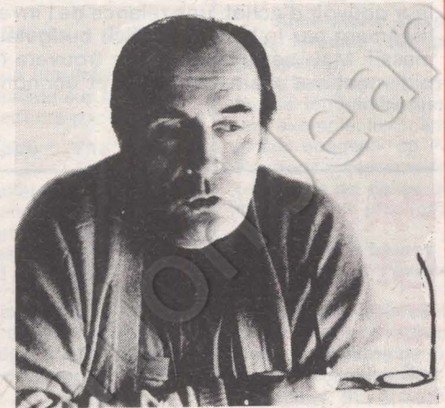
Comme il est loin, le mythe de l'équilibre budgétaire si cher aux économies libérales avancées !

Quant à l'argent ainsi dépensé, à quoi va-t-il servir ? D'une part, et cela est une nécessité, à augmenter l'aide aux chômeurs de plus en plus nombreux, car c'est naturellement aux travailleurs productifs et à l'Etat qu'incombe en dernier ressort le paiement des indemnités de chômage. Mais également à financer, directement ou indirectement, les entreprises en difficulté — et notamment les grandes — que ce soit par le biais de subventions à peine déguisées ou par la passation de marchés dont fort peu sont vraiment nécessaires à l'amélioration du bien-être des citoyens.

Certes, des déficits aussi importants correspondent dans tous les pays à des plans de relance beaucoup plus amples que ceux mis en œuvre depuis six mois. Mais l'expérience a montré l'inefficacité de cette voie quand elle ne correspond pas à un changement qualitatif : tous les grands pays connaîtront une diminution de leur P.n.b. en 1975. Pas plus que le dogme de la croissance parallèle du budget et de la P.i.b. celui du déficit massif en période de récession n'est à lui seul capable d'empêcher les dépenses inutiles et les coûts improductifs.

La crise actuelle, crise d'un système, montre dans tous les pays capitalistes que la solution passe par une autre logique, une autre politique, où la planification, les projets à long terme des hommes remplacent la loi aveugle du profit.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

LUNDI 15 SEPTEMBRE

A Santiago de Chili, il y a deux ans — cent ans — Salvador Allende était assassiné. Ses ennemis, qui étaient ceux du peuple, n'avaient pas lésiné. Pour tuer cet homme, les avions de l'armée avaient attaqué en piqué et les tanks avaient tiré à bout portant sur la belle façade baroque du Palais de la Moneda. La mitraillette avait achevé la besogne. « Salvador Allende les attendait dans son bureau sans autre compagnie que son cœur généreux, entouré de fumée et de flammes », écrit Pablo Neruda en dernière page de ses Mémoires, que Le Seuil publie ce mois-ci sous le titre « J'avoue que j'ai vécu ». Le poète ajoute : « Son corps fut enterré secrètement dans un endroit quelconque ». Je rêve à cet endroit quelconque.

Pablo mourut douze jours plus tard, le 23 septembre 1973, du cancer — et, je le jurerais, de cet autre mal dont commençait de mourir le Chili. L'armée qui assiégeait son agonie monta une garde sévère autour de la petite file d'amis qui le conduisait au cimetière, avec défense de pleurer. La maison qu'il avait achetée en 1939, grâce aux avances sur droits d'auteur de son Chant Général (« Il me fallait un lieu pour travailler. Je découvris une maison de pierre donnant sur l'océan dans un endroit ignoré de tous appelé l'Ile noire »), fut pillée, les meubles brisés, les livres brûlés, les manuscrits souillés, déchirés. Bah ! « De tout ce que j'ai laissé dans ces pages, note-t-il en préambule, se détacheront toujours les feuilles jaunes qui vont tomber et le raisin qui revivra dans le vin sacré ».

Peu auparavant, ambassadeur à Paris, Pablo Neruda, couché plus qu'assis dans les profondeurs d'un divan, m'avait dit de sa voix basse, déjà un peu cassée : « Vous n'avez pas lu « Cent ans de solitude » ? C'est le plus beau roman venu d'Amérique latine depuis vingt cinq ans ». J'ai donc lu « Cent ans de solitude » et ne me suis plus séparé de Macondo, le village de glaise et d'eau qui naît et se dissout en même temps que la lignée des Buandia, d'Aureliano le premier, qui livra trente deux guerres civiles et les perdit toutes, à Aureliano le dernier qui, oubliant ses morts et les douleurs de ses morts, s'enferma dans sa chambre dont il cloua les portes et les fenêtres afin de ne plus se laisser déranger par aucune tentation du monde extérieur, y compris celle de vivre. Gabriel Garcia Marquez, l'auteur, raconte d'un de ses personnages, Alvaro, qu'après avoir quitté Macondo sans espoir de retour, de chaque gare où s'arrêtait le train il expédiait des cartes postales aux amis restés au village et que c'était « comme émietter pour le jeter à l'oubli le long poème de la fugacité ». Le long poème de la fugacité ! Est-il une autre histoire des hommes ?

Mais, en ce deuxième anniversaire du Chili entré en solitude, ni la télévision ni les radios françaises n'ont envoyé de carte postale aux morts, aux torturés. Silence. Silence pour Neruda et pour la forêt de signes et de mots qu'il a plantée tout autour de la terre (« Oh ! qu'il est beau ce langage que nous avons hérité des conquistadores à l'œil torve ! Ils emportèrent l'or mais nous laissèrent l'or, ils emportèrent tout et nous laissèrent tout... ils nous laissèrent les mots »). Silence pour Allende et cet acte si simple qui consiste à ne jamais céder ce que l'on tient de la confiance d'un peuple. Silence pour les vivants qui luttent.

Bien que le Portugal soit en décrue sur les rivages de la presse audio-visuelle, quelques journalistes m'ont encore demandé cette semaine des bouts d'interview (que j'ai refusés) sur la situation à Lisbonne. Mais aucun n'a interrogé M. Poniatowski ou M. Bord pour connaître leur opinion sur le régime de Pinochet. « Que pensez-vous, M. Poniatowski, du respect des libertés au Chili ? Comment expliquez-vous, M. Bord, que la crise économique soit pire avec la droite chilienne qu'elle ne l'était avec la gauche ? » Certains se sont fait une spécialité, fort honorable ma foi, de relever tous les manquements à la libre circulation des hommes et des idées en Union soviétique. Rien que pour ces derniers jours, les amours contrariées de la jeune Française que veut épouser le champion d'échecs Spassky, l'écrivain Amalrik tout juste sorti d'un camp d'internement et que l'on continue de persécuter à Moscou, leur mettent du pain sur la planche. Mais lequel d'entre eux s'est inquiété de la libre circulation des personnes et des idées en Espagne, au Brésil, en Iran, au Chili (et aussi aux Etats-Unis, quand on a la peau noire ou entre blanc et noir, et qu'on prétend avoir un cerveau pour penser et notamment penser que la ségrégation raciale est difficile à supporter) ? Cela n'est pas d'actualité, cela n'intéresse pas le public français, je connais la réponse. Idem pour Allende. Affaire déplorable sans doute, mais usée. Le Chili ! Toujours le Chili ! Mais, en juillet, les trois chaînes et les quatre radios ont rappelé à longueur d'émissions qu'il y a sept ans les chars russes arrivaient à Prague et que c'en était fini du Printemps. L'étrange géographie.

MARDI 16 SEPTEMBRE

L. remarque : « Je trouve le Parti socialiste un peu absent, presque indifférent à ce qui se passe aujourd'hui. Un communiqué, un discours, une fête populaire et même l'occupation d'un consulat d'Espagne, c'est tout et ce n'est pas assez ». Je lui réponds : « A faire du bruit tout le temps, personne ne vous entend. L'opinion publique ne distingue que les ruptures de rythme et se fatigue de ce bourdonnement qui, de tous côtés, occupe ses oreilles. L'éternel éloge de soi-même, dont le gouvernement Chirac s'abreuve, aura bientôt moins de succès que l'erreur franchement reconnue. Les anathèmes antisocialistes de Georges Marchais se ressemblent tellement l'un l'autre que je connais un Nivernais qui croit que le secrétaire général du Parti communiste récite, le soir, ses patenôtres, et il s'étonne de tant de piété. A mon avis, jamais le Parti socialiste n'a été davantage présent qu'aujourd'hui dans l'esprit de ceux qui parlent si haut et si souvent. Ils ont en commun de savoir que rien ne changera que par lui. Et ils s'inquiètent. Je verrais là de quoi me rassurer si j'en avais besoin. Au demeurant, soyez tranquilles : la rentrée de septembre n'est pas faite pour les écoliers seulement ».

(Lire en page 16 l'entretien que Carlos Altamirano, secrétaire général du Parti socialiste chilien, a accordé à « l'Unité »).